

***NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE
DU TROISIEME TRIMESTRE 2023***

Sigles et Abréviations

BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CSPH	Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures
DP	Division de la Prévision
DGD	Direction Générale des Douanes
FMI	Fonds Monétaire International
IS	Impôts sur les Sociétés
lb	Livre anglaise
MINFI	Ministère des Finances
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
TSPP	Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

■ Environnement économique international

Croissance économique

Au troisième trimestre 2023, l'activité économique mondiale demeure affectée par les effets du conflit russo-ukrainien.

Dans le groupe des économies avancées, et selon l'OCDE, la croissance économique s'est accélérée à 0,6% après 0,4%. Cette accélération est principalement tirée par les Etats-Unis où la croissance s'est située à 1,2% après 0,5% au deuxième trimestre. A contrario, l'on enregistre une décélération dans la zone euro (croissance de 0,1% après 0,2%) et au Royaume-Uni (0,0% après 0,2%) et une régression au Japon (-0,7% contre 0,9% au deuxième trimestre).

Dans les pays émergents et pays en développement, la croissance économique s'est accélérée en Chine (+1,3% après +0,5% au deuxième trimestre) mais a ralenti en Turquie (+0,3% après +3,3%), au Brésil (0,1% après 1,0%), en Inde (+1,7% après +1,8%) et en Indonésie (+0,9% après +0,8%).

En ce qui concerne particulièrement l'Afrique subsaharienne, le PIB a connu une régression en **Afrique du Sud** (-0,2% contre 0,5%) et une croissance de 2,54% au troisième trimestre après 2,51% au **Nigéria**.

Sur l'ensemble de l'année et selon le FMI (octobre 2023), la croissance de l'économie mondiale devrait ralentir, passant de 3,5% en 2022 à 3,0% en 2023.

Ce ralentissement concerne aussi bien les pays avancés que les pays émergents et les pays en développement.

Dans le groupe des pays avancés, le taux de croissance économique est estimé à 1,5% après 2,6% en 2022. Suivant les principales économies du groupe, la croissance serait de : 2,1% comme en 2023 aux **Etats-Unis** ; 0,7% après 3,3% en 2022 dans **la zone euro** ; 0,5% après 4,1% au **Royaume-Uni** ; 2,0% après 1,0% au Japon.

Dans le groupe des pays émergents et des pays en développement, la croissance est estimée à 4,0% en 2023 après 4,1% en 2022. En particulier, elle devrait s'établir à 5,0% en 2023 après 3,0% en 2022 en **Chine** et 6,3% après

7,2% en Inde. **En Afrique subsaharienne**, la croissance serait de 3,3% après 4,0% en 2022 ; avec notamment des taux de 2,9% en 2023 après 3,3% en 2022 au Nigéria et 0,9% après 1,9% en Afrique du Sud et 2,5% après 3,3% dans la CEMAC.

Cours des matières premières

L'indice des cours des matières premières exportées (ICMPE) par le Cameroun augmente de 8,7% au troisième trimestre 2023, après 0,4% le trimestre précédent. En ce qui concerne particulièrement les hydrocarbures, l'on enregistre : (i) une hausse de 11,4% des cours du pétrole, atteignant ainsi la valeur de 85,32 \$ le baril ; (ii) une nouvelle baisse des cours du gaz naturel liquéfié, se situant à 12,68 \$ par million de BTU contre 13,06 \$ au deuxième trimestre.

Taux de change

Sur le marché de change, le franc CFA enregistre globalement au troisième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent une appréciation de 2% par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux. Plus spécifiquement, le franc CFA s'est apprécié par rapport au yuan chinois (2,5%), à la Roupie indienne (0,7%), au dollar américain (0,4%), et à la rouble russe (24%). Par contre, il a connu une dépréciation de 2,1% vis-à-vis de la livre sterling. En glissement annuel, le franc CFA a enregistré une appréciation globale de 13,3%.

■ Situation de l'économie nationale

Secteur réel

Les résultats de l'enquête de conjoncture du troisième trimestre 2023 révèlent que l'économie nationale est marquée par la hausse du coût des intrants agricoles, de l'énergie et des transports. Les mises à jour du cadrage situent la croissance de l'économie camerounaise à 3,9% en 2023 après 3,6% en 2022 et le taux d'inflation à 6,7% après 6,3% en 2022.

Secteur extérieur

Au troisième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, le déficit courant de la balance des paiements se réduit de 129,7 milliards et se situe à 429,8 milliards. Les

financements extérieurs se caractérisent par des sorties nettes de 165,9 milliards contre des entrées nettes de 784,1 milliards. Ainsi, le **solde global** qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du troisième trimestre 2023 est déficitaire de 554,5 milliards, contre un excédent de 239,2 milliards au trimestre précédent.

Pour ce qui est particulièrement du commerce extérieur, la balance commerciale se réduit de 79,4 milliards par rapport au deuxième trimestre pour se situer à 698,9 milliards. En glissement annuel, elle se détériore de 149,2 milliards, consécutivement à une baisse plus prononcée des exportations (-36,4%) que celle des importations (-11,7%). Sur les neuf premiers mois de l'année et par rapport à la même période de l'année 2022, le déficit se creuse de 976,5 milliards pour se situer à 1 986,0 milliards. Le taux de couverture diminue de 21,1 points pour se situer à 49,9%.

▪ **Finances publiques**

Au troisième trimestre 2023, les ressources budgétaires totales recouvrées se chiffrent à 1 241,3 milliards, en baisse de 157,1 milliards en glissement annuel. Elles se décomposent en 1 055,6 milliards de recettes internes et 185,7 milliards d'emprunts et dons. Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 1 263,2 milliards, en diminution de 22%. Elles sont constituées de 733,9 milliards de dépenses courantes hors intérêts de la dette, 198,8 milliards de dépenses d'investissement et

342,8 milliards de service de la dette publique.

Sur les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les ressources budgétaires totales sont estimées à 4 193,8 milliards, en baisse de 211,1 milliards par rapport à la même période de 2022. Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 4 357,4 milliards contre 4 172,8 milliards à fin septembre 2022.

▪ **Situation monétaire**

A fin septembre et par rapport à juin 2023 la situation monétaire est marquée par une baisse de 12,1% *des avoirs extérieurs nets* et une hausse de 5,9% du *crédit intérieur*. Ces deux *agrégats* s'établissent respectivement à 2569,7 milliards et 7 327,7 milliards. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) décroît de 0,4% pour s'établir à 8 014,5 milliards à fin septembre 2023. Elle est composée de 20,8% de monnaie fiduciaire, 42,2% de monnaie scripturale et 35,0% de quasi-monnaie. En glissement annuel, la monétaire augmente de 4,9%, résultante d'une hausse de 15% du *crédit intérieur* et d'une baisse de 11,1% *des avoirs extérieurs nets*.

▪ **Informations socio-économique**

Au troisième trimestre 2023, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmente de 1,4% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est principalement portée par la hausse des prix des postes « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,8%). A l'inverse, les prix des huiles et graisses diminuent de 1,1%. Les prix sont restés stables pour les services de « communication » et de « santé ». Par rapport au troisième 2022, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmente de 7,4%.

■ Environnement économique international

Au troisième trimestre 2023, l'activité économique mondiale demeure affectée par le conflit russo-ukrainien.

Dans le groupe des économies avancées, et selon l'OCDE, la croissance économique au troisième trimestre 2023 s'est accélérée à 0,6% après 0,4% au trimestre précédent. Aux Etats-Unis, la croissance s'accélère à 1,2% après 0,5% au deuxième trimestre, du fait principalement de la hausse de la consommation privée.

Dans la zone euro, le PIB se contracte de 0,1% après avoir crû de 0,2% le trimestre précédent. Ce recul de l'activité économique est principalement imputable à la conjoncture morose de l'Allemagne, en lien avec la baisse de la consommation des ménages, et la remontée des taux d'intérêt par la BCE. Dans les principales économies de la zone, l'on enregistre des contractions en Allemagne (-0,1% contre +0,1%), en France (-0,1% contre +0,6%), et au Portugal (-0,2% contre +0,1%) ; une reprise en Italie (+0,1% contre -0,4%) un ralentissements en Espagne (+0,3% après +0,4%) et une accélération en Belgique (+0,4% après +0,3%).

Au Royaume-Uni, la croissance décélère à 0,0% après 0,2% au deuxième précédent. Cette évolution résulte de l'effet conjugué des dépenses de consommation privées et publiques qui baissent respectivement de 0,4% et 0,5%, et des dépenses d'investissement qui augmentent de 2%.

Au Japon, l'activité régresse (-0,7% contre 0,9% au deuxième trimestre). Cette régression est le fait d'une part de la baisse de l'investissement, et d'autres part d'une détérioration des exportations nettes liée à une augmentation de 5,0% des importations de services.

Dans les pays émergents et pays en développement, la conjoncture économique est marquée par des évolutions contrastées. La Chine a vu sa croissance économique augmenter au troisième trimestre (+1,3% après +0,5% au deuxième trimestre). Cette évolution est le reflet de la crise dans l'immobilier, la demande intérieure insuffisante, et le maintien de la tendance (+4,5%) de la production industrielle, ainsi que la hausse de

la vente au détail (principal indicateur de la consommation des ménages). La croissance s'accélère également au Mexique (+1,1% après +0,9%). A contrario, elle décélère en Turquie (+0,3% après +3,3%) et au Brésil (0,1% après 1,0%), en raison de la retombée de la production agricole et par la politique monétaire restrictive. La croissance baisse légèrement en Inde (+1,7% après +1,8%) et en Indonésie (+0,9% après +0,8%).

En Afrique du Sud, la croissance économique est négative (-0,2% contre 0,5%). Ce recul résulte d'une contraction de 2,2% du secteur minier sur une base annuelle et d'un ralentissement de 3,2% dans le secteur des services publics. Au Nigéria, le PIB a augmenté de 2,54% au troisième trimestre après 2,51%. Ce taux a été tiré principalement par le secteur des services, qui enregistre une croissance de 3,9%.

Sur l'ensemble de l'année, selon la FMI (octobre 2023), la croissance de l'économie mondiale devrait ralentir, passant de 3,5% en 2022 à 3,0% en 2023. Ce ralentissement concerne aussi bien les pays avancés que les pays émergents et les pays en développement.

Dans le groupe des pays avancés, le taux de croissance économique passerait de 2,6% en 2022 à 1,5% en 2023. Dans la zone euro la croissance est estimée à 0,7% en 2023 après 3,3% en 2022.

Au Royaume-Uni, la croissance devrait également ralentir, passant de 4,1% en 2022 à 0,5% en 2023. A contrario, au Japon, l'on enregistrerait une accélération de la croissance, avec un taux qui devrait passer de 1,0% en 2022 à 2,0% en 2023. Aux **Etats-Unis**, la croissance se maintiendrait à 2,1%.

Dans le groupe des pays émergents et des pays en développement, la croissance est prévue à 4,0% en 2023 après 4,1% en 2022, avec des évolutions contrastées entre pays. **En Chine**, la croissance enregistrerait une accélération à 5,0% en 2023 après 3,0% en 2022. En Inde, la croissance demeurerait robuste bien qu'en ralentissement ; elle passerait de 7,2% en 2022 à 6,3% en 2023.

En Afrique subsaharienne, la croissance ralentirait également pour s'établir à 3,3% après 4,0% en 2022. En particulier, la croissance est estimée à 2,9% en 2023 après 3,3% en 2022 au

Nigéria ; 0,9% après 1,9% en Afrique du Sud et 2,5% après 3,3% dans la zone CEMAC.

Cours des matières premières exportés

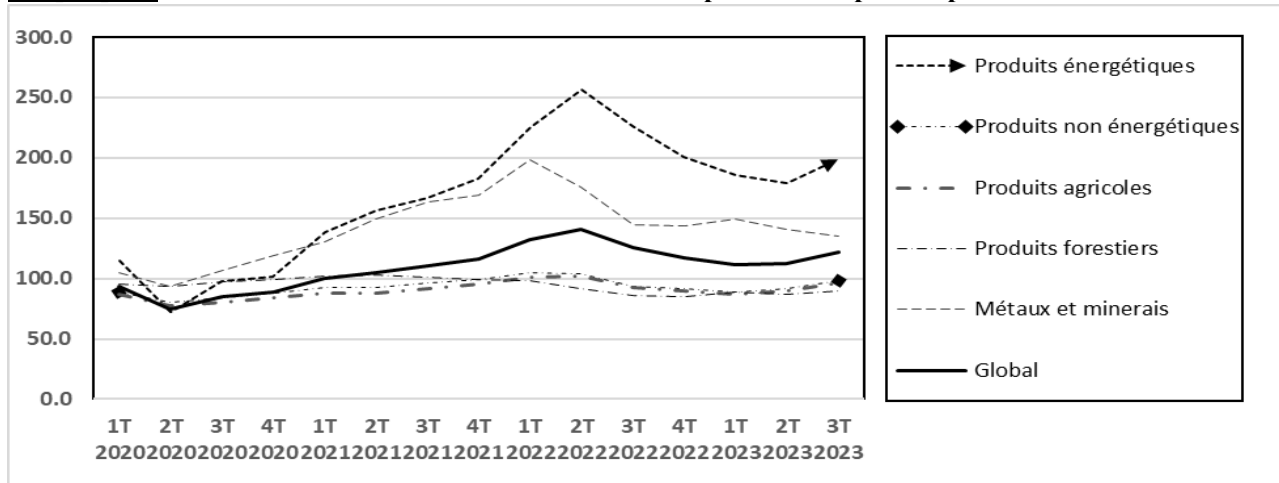
Le troisième trimestre de l'année 2023 a été marqué par l'évolution contrastée des cours mondiaux des principales matières premières exportées par le Cameroun. Durant cette période, il a été observé une augmentation des cours du pétrole brut, du cacao, du coton brut, du café robusta, des bois sciés, du fer et du plomb. Par contre les cours du gaz naturel liquéfié, du caoutchouc brut, de la banane, du café arabica, de l'huile de palme, des bois bruts, des contreplaqués et de l'aluminium brut ont connu une baisse. Cette dynamique résulte de l'impact combiné d'incertitudes et de défis géopolitiques, macroéconomiques et climatiques qui ont exercé des pressions significatives sur la performance de ces matières premières.

Ainsi, l'indice global des cours des matières premières exportées (ICMPE) par le Cameroun a enregistré une augmentation notable de 8,7%, succédant à la légère hausse de 0,4% du trimestre

précédent. Les produits énergétiques, ont contribué à hauteur de 68,5% et les produits non énergétiques de 31,5% (avec une répartition de 31,6% pour les produits agricoles, 0,4% pour les produits forestiers et -0,5% pour les métaux et minerais).

En termes de perspectives, la trajectoire future de l'ICMPE dépendra de plusieurs facteurs clés. Parmi ceux-ci, on peut citer au niveau mondial : la persistance de l'inflation, les coûts de l'emprunt, l'évolution de l'économie chinoise et les tensions géopolitiques. Il convient de noter que selon les analyses de la Banque Mondiale, une diminution d'environ 26% est anticipée pour les prix de l'énergie en 2023 par rapport à l'année 2022, tandis que les prix des produits agricoles et des métaux devraient connaître des baisses d'environ 7% et 8% respectivement.

Graphique 1 : Evolution des indices des cours des matières premières exportées par le Cameroun



Source : MINFI / DP

■ cours des principaux produits exportés

Produits énergétiques

Au cours du troisième trimestre de l'année 2023, l'indice des cours des produits énergétiques a enregistré un rebond significatif de 11,2% contre -3,4% observée au trimestre précédent. Cette dynamique a été principalement impulsée par une augmentation des cours du **pétrole brut**.

Les cours du pétrole brut ont enregistré une hausse de 11,4%, atteignant ainsi la valeur de 85,32 \$ le baril. Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par une offre déficitaire, résultant principalement de : (i) la décision de l'OPEP de prolonger les réductions de production jusqu'en 2024 ; (ii) la décision de l'Arabie Saoudite de réduire sa production d'un million de barils supplémentaire par jour à partir de juillet 2023 ; et (iii) des perturbations de l'approvisionnement en pétrole en

provenance de Russie, liées au conflit avec l'Ukraine. En glissement annuel, les cours du pétrole brut baissent de 11,5%.

Les cours du **gaz naturel liquéfié** ont enregistré une nouvelle baisse, se situant à 12,68 \$ par million de BTU après 13,06 \$ au deuxième trimestre. Cette baisse s'inscrit dans un contexte de stocks mondiaux élevés. En glissement annuel, les cours du gaz naturel liquéfié affichent une baisse significative de 40,4%.

Produits agricoles

Au troisième trimestre de l'année 2023, l'indice des cours des matières premières agricoles s'est accéléré à 7,1%, marquant ainsi une accélération par rapport à la croissance de 3,3% observée au trimestre précédent. Cette situation est attribuable à plusieurs dynamiques observées au sein des principales matières premières agricoles.

Les cours du **cacao** ont enregistré une hausse remarquable de 16,1%, atteignant 3,49 \$/kg, représentant leur plus haut niveau depuis plus de 40 ans. Cette augmentation s'explique principalement par le déficit de la production mondiale, notamment en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, en raison des fortes pluies et des inondations. En glissement annuel, les cours du cacao progressent de 52,7%.

Les cours du **coton** brut ont également connu une augmentation de 1,8%, se situant à 2,11 \$/kg. Cette évolution découle de la hausse de la demande, notamment en Chine, premier consommateur mondial, dans un contexte de diminution de la production mondiale due aux conditions météorologiques défavorables. En glissement annuel, les cours du coton ont enregistré une baisse de 23,3%.

Les cours du **café robusta** ont augmenté de 1,6%, atteignant 2,76 \$/kg, en raison principalement de la baisse de la production, résultant des pluies excessives pendant la période de floraison. En glissement annuel, les cours du robusta ont augmenté de 16,9%. A contrario, les cours du **café arabica** ont connu une baisse de 14,1%, s'établissant à 4,15 \$/kg, en raison des conditions météorologiques favorables au Brésil et en Colombie, dans un contexte de réduction de la

demande. En glissement annuel les cours du café arabica ont baissé de 28,8%.

Les cours du **caoutchouc** brut ont enregistré une baisse de 2,6%, se situant à 1,5 \$/kg, imputable à l'augmentation délibérée de la production chez les producteurs asiatiques, qui représentent 80% de la production mondiale. Cette stratégie vise à suivre la croissance de la Chine, le plus grand consommateur mondial de caoutchouc. En glissement annuel, les cours du caoutchouc baissent de 7,4%.

Les cours de **l'huile de palme** ont enregistré une baisse de 6,8%, atteignant 856,32 \$ la tonne, influencée par une augmentation de la production et les faibles des cours des autres huiles concurrentes. En glissement annuel, les cours de l'huile de palme ont baissé de 14,1%.

Les cours de la **banane** ont diminué, passant de 1,62 \$/kg à 1,56 \$/kg. En glissement annuel, ils ont baissé de 3,1%. Les cours du **sucre** se sont stabilisés à 0,54 \$ le kg mais ont baissé de 38,1% en glissement annuel.

Produits forestiers

Au troisième trimestre de l'année 2023, l'indice des cours des produits forestiers a enregistré une hausse de 3,4% contre une baisse de 2,2% observée au trimestre précédent. Cette progression est principalement tirée par les **bois sciés**, qui ont enregistré une augmentation des cours de 6,2%, passant ainsi de 650,13 \$/m³ à 690,13 \$/m³. Cette dynamique favorable est étroitement liée à la forte croissance des secteurs de la construction et de la rénovation au cours du troisième trimestre 2023, entraînant une demande accrue de bois sciés. Cette augmentation de la demande s'est produite dans un contexte de réduction de l'offre en provenance de la Russie et de l'Ukraine. En glissement annuelle, les cours du bois sciés augmente de 7,6%.

En revanche, les cours des **bois bruts** et des contreplaqués ont enregistré une baisse de 5%, se situant respectivement à 206,07 \$/m³ et 377,97 \$ la feuille. Cette diminution découle principalement de l'augmentation de la production chez les principaux producteurs, notamment l'Indonésie, la Malaisie, les États-Unis et le Canada. En analysant les tendances sur une base annuelle, les cours des grumes et des contreplaqués ont enregistré chacun une baisse de 4,3%

Métaux et Minerais

Au cours du troisième trimestre 2023, l'indice des cours des métaux et minerais a enregistré un recul de 3,9% par rapport au trimestre précédent.

Les cours de l'**aluminium** brut ont diminué de 4,6%, atteignant 2 160,32 \$ par tonne, en raison de l'atonie de l'activité économique mondiale qui aurait contribué à une baisse de la demande d'aluminium. progressé respectivement de 9,9% et 8,9%.

En glissement annuel, les cours de l'**aluminium** ont enregistré une baisse de 8,3%.

Les cours du **plomb** ont augmenté de 2,5%, tandis que ceux du **fer** ont connu une hausse de 2,9%. Le rebond de l'économie chinoise, conjugué aux problèmes d'approvisionnement, a exercé une pression à la hausse sur les prix du fer et du plomb. En glissement annuel, ces cours ont

Tableau 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportées

Périodes	3 ^{ème} trim. 2022	2 ^{ème} trim. 2023	3 ^{ème} trim. 2023	Variations (en %)	
	a	b	c	c/a	c/b
Libellés					
Produits énergétiques*	226,42	179,12	199,21	-12,0	11,2
Pétrole brut (\$/baril)	96,42	76,61	85,31	-11,5	11,4
Gaz naturel liquéfié (\$/million de BTU)	21,27	13,06	12,68	-40,4	-2,9
Produits non énergétiques*	93,83	92,05	98,42	4,9	6,9
Produits agricoles*	92,40	90,12	96,51	4,4	7,1
Cacao (\$/kg)	2,28	3,00	3,49	52,7	16,1
Coton brut (\$/kg)	2,75	2,07	2,11	-23,3	1,8
Caoutchouc brut (\$/kg)	1,62	1,54	1,50	-7,4	-2,6
Bananes (\$/kg)	1,61	1,62	1,56	-3,1	-3,9
Cafés (\$/kg)	4,10	3,77	3,46	-15,7	-8,4
Dont Café arabicas(\$/kg)	5,82	4,83	4,15	-28,8	-14,1
Café robusta (\$/kg)	2,36	2,72	2,76	16,9	1,6
Huile de palme (\$/tonne métrique)	997,30	918,76	856,31	-14,1	-6,8
Sucre (\$/kg)	0,39	0,54	0,54	38,1	0,1
Produits forestiers*	85,69	86,67	89,62	4,6	3,4
Bois sciés (\$/m3)	641,52	650,13	690,13	7,6	6,2
Bois brut (\$/m3)	215,39	217,02	206,07	-4,3	-5,0
Contreplaqué (\$/feuille)	395,07	398,06	377,97	-4,3	-5,0
Métaux et minerais*	144,56	140,89	135,40	-6,3	-3,9
Aluminium brut (\$/tonne métrique)	2 355,77	2 265,53	2 160,32	-8,3	-4,6
Fer (\$/tonne métrique)	105,74	112,00	115,20	8,9	2,9
Plomb sous forme brute (\$/tonne métrique)	1 976,01	2 118,64	2 171,69	9,9	2,5
Global*	125,91	112,20	121,94	-3,2	8,7

Source : MINFI / DP, *Indice

■ Compétitivité prix

Taux de change effectif nominal

Au troisième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, le franc CFA a enregistré une appréciation globale de 2% par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux du Cameroun. Cette évolution marque une légère baisse par rapport à l'appréciation de 2,4% observée au trimestre

précédent. Plus spécifiquement, le franc CFA s'est apprécié par rapport au Yuan chinois (2,5%), à la Roupie indienne (0,7%), au Dollar américain (0,4%), et à la Rouble russe (24%). Cependant, il a connu une dépréciation vis-à-vis de la Livre sterling (2,1%). En glissement annuel, le franc CFA a enregistré une appréciation globale de 13,3%.

Tableau 2 : Evolution du taux de change nominal vis-à-vis des principales devises

Devise	Poids des échanges 2022 (en %)	Taux de change 3 ^{ème} Trim 2022	Taux de change 2 ^{ème} Trim 2023	Taux de change 3 ^{ème} Trim 2023	Variation (en %)
--------	--------------------------------	---	---	---	------------------

		a	b	c	c/b	c/a
Euro	28,6	655,90	655,92	655,92	0,0	0,0
Roupie indienne	12,3	8,08	7,33	7,28	-0,7	-9,9
Yuan Chinois	11,4	94,65	85,40	83,30	-2,5	-12,0
Franc CFA	4,1	1,00	1,00	1,00	0,0	0,0
Dollar américain	2,8	641,51	602,28	599,80	-0,4	-6,5
Rouble Russe	2,4	11,26	7,58	6,25	-17,6	-44,5
Corée, République de	2,1	0,48	0,46	0,46	0,9	-4,1
Nouvelle Livre Turque	2,0	36,54	30,64	23,30	-24,0	-36,2
Ringgit malaisien	2,0	144,46	133,99	130,09	-2,9	-9,9
Rand Sud-africain	1,3	38,75	32,30	32,32	0,1	-16,6
Bath thaïlandais	1,3	17,81	17,54	17,22	-1,8	-3,3
Livre sterling	1,1	769,78	748,32	763,85	2,1	-0,8
Yen Japonais	1,2	4,69	4,46	4,21	-5,5	-10,2
Indice de Taux de change nominal pondéré		88,23	78,11	76,52	-2,0	-13,3

Sources : BCE, MINFI/DP

Cette tendance d'appréciation de la monnaie par rapport aux devises des principaux partenaires et fournisseurs s'explique principalement par l'appréciation de l'Euro. Après une dépréciation significative face au dollar américain, l'Euro a regagné en vigueur en raison, d'une part, de l'amélioration des perspectives économiques au sein de la zone euro, notamment grâce à l'amélioration des termes de l'échange, en lien avec la baisse des prix de l'énergie. D'autre part, cette appréciation de l'Euro est également attribuable à la diminution du différentiel de taux d'intérêt à un an avec les États-Unis.

Taux d'inflation relatif

Au troisième trimestre 2023, les prix au Cameroun ont globalement sont restés stable par rapport aux prix des principaux partenaires commerciaux du pays, marquant une pause après la hausse de 2,6% enregistrée au trimestre précédent. En analysant les tendances sur une base annuelle, on observe une légère appréciation de 0,9%. Cette situation est le résultat de divers facteurs, tels que des politiques économiques prudentes, des conditions d'approvisionnement plus stables, et des fluctuations modérées au niveau mondial.

Tableau 3 : Evolution du taux d'inflation des principaux partenaires

Devise	Poids des échanges 2022 (en %)	Indice des prix à la consommation 3 ^{ème} Trim 2022	Indice des prix à la consommation 2 ^{ème} Trim 2023	Indice des prix à la consommation 3 ^{ème} Trim 2023	Variation (en %)	
		a	b	c	c/b	c/a
Euro union européenne	28,6	126,33	132,99	131,40	-1,2	4,0
Roupie indienne	12,3	209,17	219,40	222,33	1,3	6,3
Yuan Chinois	11,4	132,84	132,09	131,88	-0,2	-0,7
Franc CFA	4,1	131,28	135,95	134,29	-1,2	2,3
Dollar américain	2,8	134,61	139,56	138,96	-0,4	3,2
Rouble Russe	2,4	216,10	229,20	228,92	-0,1	5,9
Corée, République de	2,1	125,65	128,75	127,80	-0,7	1,7
Nouvelle Livre Turque	2,0	574,36	766,37	853,33	11,3	48,6
Ringgit malaisien	2,0	128,65	130,84	129,74	-0,8	0,8
Rand Sud-africain	1,3	185,20	195,53	192,80	-1,4	4,1
Bath thaïlandais	1,3	122,00	122,00	121,25	-0,6	-0,6
Livre sterling	1,1	134,69	143,91	142,63	-0,9	5,9
Yen Japonais	1,2	108,24	111,49	111,27	-0,2	2,8
Fcfa Cameroun		133,49	143,11	142,89	-0,2	7,0
Indice des prix relatifs pondérés		109,56	108,59	108,58	0,0	-0,9

Sources : BCE, INS, MINFI/DP

Taux de change effectif réel

Au cours du troisième trimestre 2023, les pertes de positions concurrentielles du Cameroun vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux ont

persisté, bien que leur intensité ait diminué. En effet, le Taux de Change Effectif Réel (TCER) s'est apprécié de 2%, marquant un ralentissement par rapport à l'appréciation de 5% au deuxième trimestre et de 5,6% au premier trimestre de la même année. Cette détérioration de la compétitivité est exclusivement imputable à l'appréciation du Franc CFA, le différentiel d'inflation demeurant inchangé au cours de la période examinée.

Dans une analyse bilatérale, et par ordre d'impact, la position concurrentielle du Cameroun s'est révélée plus défavorable avec la Zone Euro, la Chine, la Russie et la Turquie. Ces devises des quatre partenaires expliquent près de 90% de l'appréciation du TCER global, et par conséquent, de la perte de compétitivité observée au troisième trimestre 2023.

Tableau 4 : Contribution à l'évolution de la compétitivité

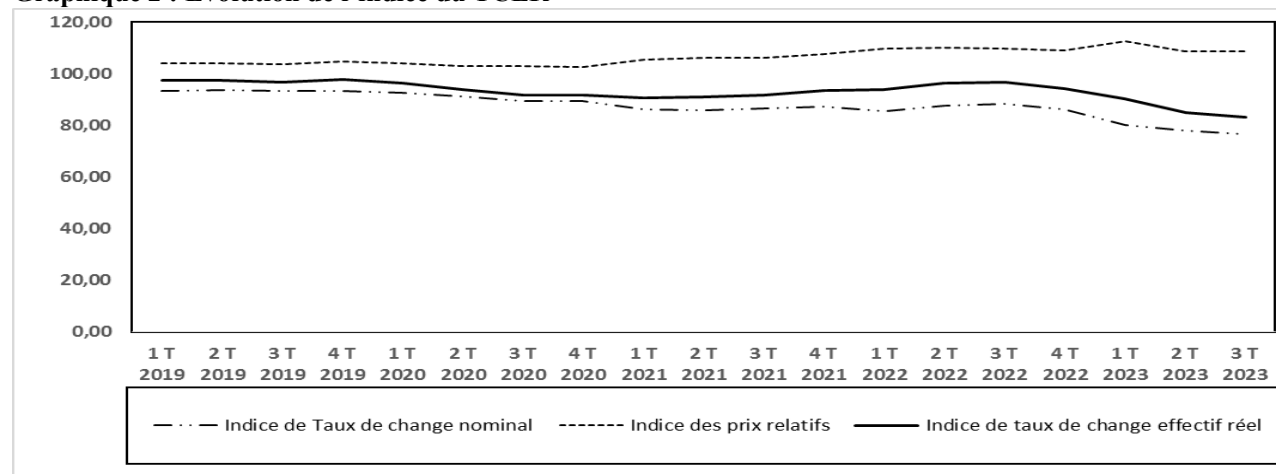
Devise	Poids des échanges 2022(en %)	Taux de change réel pondéré 3 ^{ème} Trim 2022	Taux de change réel pondéré 2 ^{ème} Trim 2023	Taux de change réel pondéré 3 ^{ème} Trim 2023	Variation (en %)	
		a	b	c	c/b	c/a
Euro	28,6	10,69	12,57	12,52	-0,4	17,2
Roupie indienne	12,3	1,30	1,51	1,51	0,1	16,0
Yuan Chinois	11,4	3,25	1,99	1,98	-0,4	-39,1
Franc CFA	4,1	1,00	1,00	1,00	-0,1	-0,3
Dollar américain	2,8	1,25	1,28	1,28	0,0	2,2
Rouble Russe	2,4	1,17	1,08	1,08	-0,6	-7,7
Won Sud-Coréen	2,1	0,98	0,98	0,98	0,0	-0,4
Nouvelle Livre Turquie	2,0	1,17	1,15	1,15	-0,5	-2,2
Ringgit malaisien	2,0	1,07	1,14	1,14	-0,1	6,0
Rand Sud-africain	1,3	1,03	1,07	1,07	0,0	3,5
Bath thaïlandais	1,3	1,05	1,05	1,05	0,0	0,0
Livre sterling	1,1	1,07	1,11	1,11	0,0	3,9
Yen Japonais	1,2	1,03	1,02	1,02	-0,1	-0,6
Indice de Taux de change effectif réel		96,67	84,81	83,08	-2,0	-14,1

Source : MINFI/DP

En termes de perspectives, au terme de l'année 2023, les tendances observées depuis le quatrième trimestre 2022 devraient se poursuivre mais à un rythme faible, du fait du ralentissement de

l'appréciation du Franc CFA, en lien avec la trajectoire de l'Euro vis-à-vis des principales devises et particulièrement du Dollar américain.

Graphique 2 : Evolution de l'indice du TCER



Source : MINFI/ DP

■ Situation économique nationale

Il ressort des résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par le Ministère des Finances au troisième

trimestre 2023, que l'économie nationale est principalement marquée par la hausse du coût des intrants agricoles, de l'énergie et des transports.

Sur l'ensemble de l'année, la croissance économique est estimée à 3,9% en 2023 après 3,6% en 2022. Le secteur primaire croîtrait de 3,3% après 3,2% en 2022 ; le secteur secondaire et le secteur tertiaire progresseraient respectivement de 3,8% après 2,7% et 4,5% après 4,3%. Et l'inflation est estimée à 6,7% en 2023 après 6,3% en 2022.

Secteur primaire

Dans l'agriculture industrielle et d'exportation, le troisième trimestre de l'année correspond à la période de basse production pour la plupart des cultures.

Au du troisième trimestre 2023, la production **d'huile de palme** baisse de 49,7% comparativement au trimestre précédent, en lien avec le cycle végétatif du palmier à huile. Toutefois, en glissement annuel, la production croît de 17,3%. Sur les neuf premiers mois de 2023 et en glissement annuel, la production d'huile de palme a enregistré une baisse de 9,8%, en lien avec notamment une climatologie défavorable, une mauvaise répartition des pluies et la cherté des intrants. En 2023, la production d'huile de palme reculerait de 6,9%.

La production de **banane** régresse de 6,3% au troisième trimestre 2023 comparativement au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2023 et en glissement annuel, elle baisse de 3,1%. Au terme de l'année, la production de banane reculerait de 1,7%. Cette contreperformance serait imputable aux conditions climatiques défavorables caractérisées par des vents violents qui ont renversé les plants.

La production de **coton fibre** est nulle au troisième trimestre 2023, en lien avec la fin des récoltes au deuxième trimestre. Sur les neuf premiers mois de l'année, la production de coton baisse de 3,1% comparativement à la même période de l'année précédente. Au terme de l'année, la production de coton fibre baisserait de 2,4% imputable notamment aux aléas climatiques et à la flambée des prix des intrants. Par ailleurs, les difficultés de la SODECOTON sont entre autres la remontée de la contrebande du coton graine.

La production de **caoutchouc** enregistre une hausse de 21,2% au troisième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2023 et en glissement annuel, elle croît de 11,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Au terme de l'année, la

production de caoutchouc progresserait de 18,6%, attribuable principalement à l'entrée en production des plantations régénérées il y'a 5 ans, et celle des nouveaux opérateurs de la filière.

Dans la **silviculture et exploitation forestière**, la production de grumes baisse de 23,2% au troisième trimestre 2023 comparativement au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2023 et en glissement annuel, elle progresse de 4,0%. Au terme de l'année, la production de grume reculerait de 1,2%. Pour ce qui est des débités, la production croît de 1,8% entre le deuxième et le troisième trimestre 2023. Sur les neuf premiers mois, la production de débités progresse de 2,2%. Au terme de l'année, elle progresserait de 0,1%.

En 2023, le PIB du secteur primaire progresserait de 3,3% après 3,2% en 2022. Cette amélioration serait portée par les accélérations observées dans l'agriculture industrielle et d'exportation (+5,7% après +3,9%) et l'agriculture des produits vivriers (+2,4% après +0,9%).

Secteur secondaire

Au troisième trimestre 2023, le secteur secondaire reste marqué par une hausse du niveau général des prix, induite notamment par la hausse des coûts de l'énergie et des transports. La production augmente dans les sous-branches « Production, transformation et conservation de viande » (+5,5%), « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » (+15,4%) et « Fabrication des produits métallurgiques de base » (+25,3%).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2023 et en glissement annuel, on observe une bonne tenue des activités dans l'exploitation des hydrocarbures, notamment le gaz naturel (+8,7%), les « industries de boisson » (+4,5%), les « industries de bois sauf fabrication de meubles » (+18,0%), la « métallurgie » (+38,3%) et la « production et distribution d'électricité » (+5,0%).

Dans les **industries agroalimentaires**, on observe au troisième trimestre 2023, comparé au trimestre précédent, un recul de la production dans les sous-branches « Industrie de boissons » et « Industries du cacao, café, thé et sucre ». De janvier à septembre 2023 et en glissement annuel, l'activité est dynamique, tirée par l'accroissement de la production dans les branches « Travail de grains et fabrication des produits amylacés » et « Industrie de boissons ». A l'inverse, les branches

« Industries du cacao, café, thé et sucre », « Industries des oléagineux et d'aliments pour animaux » et « Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche » ont freiné l'évolution d'ensemble. Au terme de l'année 2023, la croissance de la valeur ajoutée dans les industries agroalimentaires est estimée à 5,5% après 4,9% en 2022.

Par sous-branches, on observe les évolutions suivantes :

Dans la sous-branche « **production, transformation et conservation de viande** », la production progresse de 5,5% par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, la production recule de 1,0%, en lien notamment avec la baisse de la demande, induite par la hausse du prix du kilogramme de viande.

Dans la sous-branche « **travail des grains et fabrication des produits amylacés** », la production est restée stable par rapport au deuxième trimestre. Elle progresse de 7,9% sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, en lien avec la hausse de 24,2% de la production de farine. En outre, les importations de blé progressent de 5,7%.

Dans la sous-branche « **industrie du cacao, café, thé et sucre** », la production enregistre une baisse de 54,2% par rapport au trimestre précédent, en lien principalement avec l'arrêt de la production de **sucre** au troisième trimestre pour l'entretien

des machines à la SOSUCAM. Les productions de masse et de beurre de cacao contribuent également à cette baisse, avec respectivement des reculs de 11,1% et 51,5%, du fait de l'arrêt momentané des lignes de production. La production de **thé** recule de 14,2%. De janvier à septembre 2023 et en glissement annuel, la production de la branche recule de 30,0% consécutive à la baisse de 32,0% de la production de sucre, en lien avec les difficultés financières de la SOSUCAM. La production de masse de cacao croît de 9,3% tandis que celle de beurre de cacao baisse de 19,9%. La production de thé augmente de 9,7%.

Dans la sous-branche « industries des oléagineux et d'aliments pour animaux », la production baisse de 32,6% par rapport au trimestre précédent, en lien avec le recul de 22,3% de la production des huiles raffinées. Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, la production de la branche recule de 14,2% consécutivement à l'indisponibilité de l'huile de palme brute dont la production demeure insuffisante par rapport aux besoins des industries de transformation.

Dans les « **industries de boisson** », la production recule de 12,0% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse de la consommation. Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, la production croît de 4,5% en raison de l'accroissement de la demande qui s'est traduite par la construction de nouveaux centres de distribution.

Tableau 5 : Taux de croissance de la production par sous-branches d'activité dans l'agroalimentaire (en %)

Libellés	3T23/2T23	9mois 23/9mois 22
Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche	5,5	-1,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,0	7,9
Industries du cacao, café, sucre et thé	-54,2	-30,0
Fabrication de produits à base de céréales	0,4	-0,2
Industries des oléagineux et aliments pour animaux	-32,6	-14,2
Industries des boissons	-12,0	4,5

Source: Enquête de conjoncture DP/MINFI

Dans les « **autres industries manufacturières** », on observe au troisième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, une contraction de l'activité, notamment dans les sous-branches « Industries du textile et de confection », « Industries chimiques et fabrication de produits chimiques », « Industrie du bois sauf fabrication des meubles » et « Fabrication de papier et articles en papier ». Par contre, l'activité progresse dans les sous-branches « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières

plastiques », et « Fabrication des produits métallurgiques de base ».

Sur les neuf premiers mois de 2023, la production dans les « **autres industries manufacturières** », est dynamique, tirée notamment par les sous-branches « Industries du bois sauf fabrication des meubles », « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » et « Production et distribution d'électricité ». Au terme de l'année 2023, la croissance dans les « autres industries

manufacturières est estimée à 5,2% après 1,2% en | 2022.

Tableau 6 : Taux de croissance de la production par branche d'activité dans les autres industries manufacturières (en %)

Libellés	3T23/2T23	9mois 23/ 9mois 22
Industries du textile et de la confection	-63,8	5,6
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-0,2	18,0
Fabrication de papier et articles en papier, imprimerie et activités annexes à l'imprimerie	-19,7	-50,0
Industries chimiques et fabrication de produits chimiques	-24,7	-2,3
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et matières plastiques	15,4	9,9
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	-3,9	3,2
Fabrication de produits métallurgiques de base	25,3	38,3
Fabrication de meubles ; activités manufacturières diverses et récupération	-7,6	30,5

Source: Enquête de conjoncture DP/MINFI

Dans la sous-branche « **Industrie de textile et de confection** », l'activité recule de 63,8% au troisième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2023 et en glissement annuel, la production progresse de 5,6%. La CICAM continue de pâtir du manque de financements notamment pour rénover les unités de production et honorer ses engagements vis-à-vis de ses fournisseurs.

La production dans les « **Industries de bois sauf fabrication des meubles** », est quasi-stable par rapport au trimestre précédent. De janvier à septembre, elle croît de 18,0% en glissement annuel, grâce à la hausse des commandes.

Dans la « **Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques** », la production augmente de 15,4%. Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, la production de la branche progresse de 9,9% en lien notamment avec la hausse de 6,5% de la production des préformes.

Dans les industries de « **fabrication de papiers et d'articles en papier, imprimerie et activités annexes à l'imprimerie** », la production recule de 19,7% par rapport au deuxième trimestre 2023. Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, la production baisse de 50,0% en lien avec les difficultés d'obtention de la pâte à papier, matière première importée.

Dans les « **industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », l'activité baisse de 24,7% au troisième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la chute de 37,5% de la production de **savon**, du fait de l'insuffisance de l'huile de palme. Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, la production de la sous-branche recule de 2,3%.

Dans la « **fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction** », la production baisse de 3,9%, principalement liée au recul de 5,4% de la production de **Ciment**, en

lien avec la saison des pluies qui ralentit les travaux dans les chantiers. Toutefois, on observe un accroissement de 33,9% de la production de bouteilles en verre, expliquée par le renforcement des unités de production de verre. Sur les neuf premiers mois, la production dans la branche croît de 3,2% en glissement annuel, en lien avec l'accroissement des productions du ciment et des bouteilles en verre respectivement de 2,5% et 15%.

Dans la « **Fabrication des produits métallurgiques de base** » la production progresse de 25,3% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse de la production d'aluminium de 51,2%, du fait du redémarrage des cuves. La production de tôles et de bandes reculent respectivement de 53,9% et 49,4%. De janvier à septembre 2023, la production de la branche croît de 8,3% en lien notamment avec l'accroissement de la production d'aluminium de 18,1%.

Dans la « **Production et la distribution d'électricité et de supports énergétiques** », la production d'électricité est composée de la production issue des barrages et centrales gérés par Eneo, et la production qu'elle rachète auprès des opérateurs indépendants. La production effective de Eneo représente environ 70% de la production globale et celle rachetée auprès des opérateurs indépendants 30%.

Au troisième trimestre 2023, la production d'électricité recule de 2,4% par rapport au deuxième trimestre. Sur les neuf premiers mois de 2023 et en glissement annuel, elle croît de 5,0% soutenue par la mise en service de l'usine de pied du barrage de Lom-pangar, ainsi que le développement et l'exploitation des nouvelles sources d'énergie. La croissance de la branche est estimée à 4,7% en 2023.

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité de collecte des déchets croît de 1,7% au troisième trimestre 2023

par rapport au trimestre précédent. De janvier à septembre 2023, et en glissement annuel, la quantité d'ordures ménagères collectées recule de 2,4%. La croissance de la branche est estimée à 2,9% en 2023, en lien avec le raccordement des conduits du Projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs à partir du fleuve Sanaga (PAEPYS) et l'accroissement du réseau Camwater.

En 2023, le PIB du secteur secondaire croit de 3,8% après 2,7% en 2022. Cette amélioration serait portée par les accélérations observées dans tous les sous-secteurs.

Secteur tertiaire

Au troisième trimestre 2023, le chiffre d'affaires du secteur tertiaire baisse de 9,3% par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires s'accroît de 2,3%.

Dans les « télécommunications », le chiffre d'affaires progresse de 1,8% au troisième trimestre 2023 par rapport au deuxième trimestre. Le nombre d'abonnés reste quasi-stable (+0,2%). Sur les neuf premiers mois de l'année 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires croît de 7,2% en liaison avec la multiplication des offres de promotion sur les différents réseaux, et la forte utilisation des services de transfert d'argent notamment Mobile Money.

Au troisième trimestre 2023, le chiffre d'affaires de la sous-branche « commerce » baisse de 12,4% par rapport au deuxième trimestre. La dégradation de certains axes du réseau routier national continue d'impacter négativement les activités de livraison.

Le chiffre d'affaires de la sous-branche « hôtellerie et restauration », régresse de 2,4% par rapport au deuxième trimestre. Le nombre de

nuitées et le taux d'occupation des chambres diminuent respectivement de 6,3% et de 12%. Sur les neuf premiers mois de 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires baisse de 2,2%. Le secteur hôtelier continue de pâtir de l'insécurité transfrontalière et des troubles sécuritaires dans la zone septentrionale et dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Dans le « transport et entreposage », le chiffre d'affaires baisse de 12,1% au troisième trimestre comparativement au trimestre précédent, en lien avec le recul des activités dans les transports. S'agissant des activités du **transport ferroviaire**, elles se sont traduites par une baisse de 8,7% du tonnage des marchandises transportées et de la hausse de 12,2% du trafic voyageurs. Pour le **transport maritime**, le trafic maritime global au PAD a reculé de 12,7% du fait de la baisse de 16,1% du tonnage des marchandises à l'importation. Le nombre de navires qui ont accosté au port autonome de Douala a été de 243 contre 249 au trimestre précédent. Pour ce qui est du transport aérien, l'activité de Camair-co croît de 14,1%, en lien avec la hausse de 14,3% du trafic passagers. Le fret recule chute de 68,8%. Le transport par oléoduc recule de 22,5%. Dans l'entreposage, l'activité progresse de 3,8%.

De janvier à septembre 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires **du transport et entreposage** progresse de 4,3%. Cette hausse est consécutive à l'accroissement du chiffre d'affaires de ses composantes à savoir trafic ferroviaire (+14,2%), transport maritime (+3,1%) et transport aérien (+2,5%).

En 2023, la croissance du secteur tertiaire serait de 4,5% après 4,3% en 2022. Cette amélioration est consécutive à la consolidation de la croissance dans toutes les branches d'activité.

SECTEUR EXTERIEUR

■ Balance des paiements : Creusement du déficit courant en glissement annuel

Compte des transactions courantes

Au troisième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, le déficit du courant de la balance des paiements se réduit de 129,7 milliards pour se situer à 429,8 milliards. Cette évolution tirée par la réduction des déficits des soldes des biens et des services ainsi que l'excédent du solde des revenus secondaires. Par contre, le déficit des revenus primaires s'aggrave.

Le déficit du solde des biens se réduit de 188,1 milliards et s'élève à 369,5 milliards. Cette évolution résulte d'une hausse des recettes d'exportations fob (+1,9 milliard) couplée à la baisse des dépenses d'importations fob (-186,2 milliards). La hausse des recettes d'exportations provient de celle de bois scié (+13,6 milliards), des cafés (+8,4 milliards), de l'aluminium brut (+5,3 milliards) et de caoutchouc

brut (+2,3 milliards). A contrario, l'on enregistre une baisse des exportations de coton brut (-10,5 milliards), des pâtes de cacao (-10,2 milliards) et de beurre de cacao (-8,6 milliards). La baisse des dépenses d'importation s'observe principalement sur le matériel de transport (-35,3%), notamment les « véhicules automobiles ; tracteurs » (-33,2%); et les « machines et appareils mécaniques ou électriques » (-9,4%).

Le déficit des services se réduit de 25,2 milliards et se chiffre à 46,1 milliards, du fait principalement de la baisse des dépenses de fret, en lien avec la baisse des importations (en valeur et en volume). Le déficit des revenus primaires s'aggrave de 74,8 milliards et s'élève à 206 milliards, du fait de la hausse du paiement des dividendes aux investisseurs directs étrangers et des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires se réduit, passant de 200,7 milliards à 191,8 milliards.

Tableau 7 : Balance des paiements (en milliards)

LIBELLES	3T2022**	2T2023**	3T2023*	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c) - (b)	(c) - (a)
I- SOLDE COURANT	-390,5	-559,5	-429,8	129,7	-39,4
1- Balance des Biens	-246,3	-557,6	-369,5	188,1	-123,2
2- Balance des Services	-114,3	-71,4	-46,1	25,2	68,2
3- Balance des Revenus Primaires	-187,9	-131,2	-206,0	-74,8	-18,1
4- Balance des Revenus Secondaires	158,0	200,7	191,8	-8,9	33,8
II- FINANCEMENTS EXTERIEURS	433,1	784,1	-165,9	-950,0	-599,0
1- Secteur privé non bancaires	698,7	426,0	91,4	-334,7	-607,3
Investissements Directs Etrangers (IDE)	244,9	182,5	122,3	-60,1	-122,6
Investissements de Portefeuille et Produits Financiers Dérivés	-5,0	-30,5	15,4	45,8	20,4
Tirages nets (hors IDE et IPF)	458,7	274,0	-46,3	-320,4	-505,0
2- Administration publique	-84,9	51,4	-35,5	-86,9	49,4
Dons projets (y compris C2D)	20,0	6,6	0,7	-5,9	-19,3
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	39,3	0,0	-39,3	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	-104,9	5,5	-36,2	-41,7	68,7
3- Banques Créatrices de monnaie	-180,6	306,7	-221,7	-528,4	-41,1
III- ERREURS ET OMISSIONS	-4,7	14,6	41,2	26,6	45,9
IV- SOLDE GLOBAL	38,0	239,2	-554,5	-793,7	-592,5

Source : MINFI/DP ; * Estimations ; **Données mises à jour

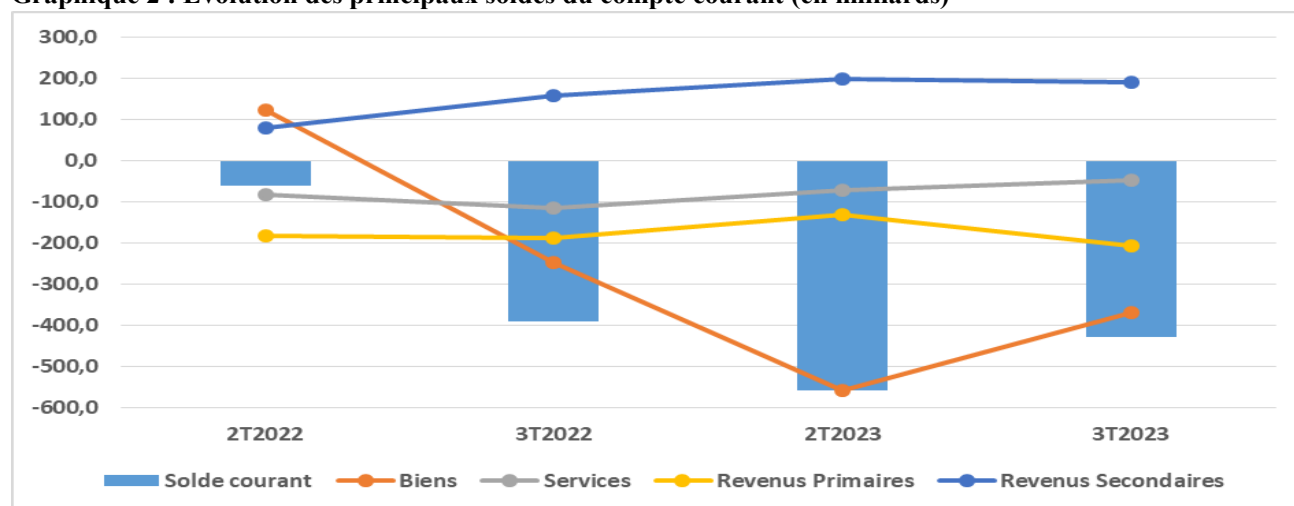
En glissement annuel, le déficit du compte courant se réduit de 39,4 milliards, en raison principalement de la réduction du déficit des services et de l'amélioration de l'excédent des revenus secondaires. Le déficit des biens et celui des revenus primaires s'aggravent.

La détérioration du solde des biens résulte de la baisse des recettes d'exportation fob (-250,3 milliards) plus importante que celle des dépenses d'importation fob (-127 milliards).

L'amélioration du déficit des services résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fret et de voyages.

Le déficit des revenus primaires s'aggrave de 18,1 milliards, du fait principalement de la hausse des dividendes versés aux investisseurs étrangers par leurs filiales locales ainsi que celle du paiement des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires s'améliore de 33,8 milliards.

Graphique 2 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI/DP

Financements extérieurs

Au troisième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, les financements extérieurs se caractérisent par des sorties nettes de 165,9 milliards contre des entrées nettes de 784,1 milliards. Le secteur privé non bancaire enregistre une baisse des entrées nettes de 334,7 milliards, tandis que le secteur public ainsi que le secteur bancaire enregistrent des sorties nettes respectives de 35,5 milliards et 221,7 milliards, contre des entrées nettes respectives de 51,4 milliards et 306,7 milliards.

En glissement annuel, les sorties nettes du secteur public diminuent de 49,4 milliards mais celles du secteur bancaire augmentent de 41,1 milliards. Les

entrées nettes du secteur privé non bancaire diminuent de 607,3 milliards, en lien avec la baisse des investissements directs étrangers et des tirages nets.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du troisième trimestre 2023 enregistre un déficit de 554,5 milliards contre un excédent de 239,2 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une baisse des financements extérieurs plus importante que la réduction du déficit courant. En glissement annuel, l'excédent du solde global se détériore de 592,5 milliards.

Tableau 8 : Balance des paiements 3T2022, 2T2023 et 3T2023 (En milliards)

LIBELLES	3T2022**	2T2023**	3T2023*	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c) - (b)	(c) - (a)
1- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	-390,5	-559,5	-429,8	129,7	-39,4
SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)	-411,9	-572,3	-432,0	140,3	-20,1
1- Balance des biens	-246,3	-557,6	-369,5	188,1	-123,2
Exportations des biens FOB	1075,9	823,8	825,7	1,9	-250,3
dont Exportations douanières FOB	864,0	667,3	690,6	23,2	-173,4
Importations des biens FOB	-1 322,2	-1 381,5	-1 195,2	186,2	127,0
dont Importations douanières CAF	-1413,7	-1445,6	-1248,4	197,2	165,2
2- Balance des services	-114,3	-71,4	-46,1	25,2	68,2
Transports	-112,1	-106,2	-56,3	49,9	55,8
Assurances	-14,6	-19,1	-17,1	2,0	-2,5
Voyages	-21,5	100,7	0,4	-100,3	21,8
Autres services	33,9	-46,7	26,9	73,6	-7,0
Dont Assistance technique et services divers	-20,7	-31,3	-62,4	-31,1	-41,7
3- Balance des revenus primaires	-187,9	-131,2	-206,0	-74,8	-18,1
Recettes	26,5	41,0	49,7	8,6	23,2
Dépenses	-214,4	-172,3	-255,7	-83,4	-41,3

LIBELLES	3T2022**	2T2023**	3T2023*	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c) - (b)	(c) - (a)
Rémunération des salariés	-5,2	-10,2	-9,9	0,3	-4,7
Investissements directs	-120,7	-124,7	-154,8	-30,1	-34,1
Investissements de portefeuille	-16,8	-7,2	-0,3	6,8	16,5
Autres investissements	-71,7	-30,3	-90,7	-60,5	-19,0
Dont intérêt sur la dette Publique Extérieur	-71,2	-29,6	-88,3	-58,7	-17,1
4- Balance des revenus secondaires	158,0	200,7	191,8	-8,9	33,8
II- COMPTE DE CAPITAL & D'OPERATIONS FIN.	433,1	784,1	-165,9	-950,0	-599,0
1- Compte de Capital	28,3	15,0	11,5	-3,5	-16,7
Administrations publiques	20,0	6,6	0,7	-5,9	-19,3
dont : dons (PPTE, C2D, IADM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	8,3	8,4	10,8	2,4	2,6
2- Compte d'opérations financières	404,9	769,1	-177,4	-946,5	-582,3
Investissements Directs	244,9	182,5	122,3	-60,1	-122,6
Sortant	18,9	44,2	-0,6	-44,8	-19,5
Investissements de portefeuille	-5,0	8,8	15,4	6,5	20,4
Engagements (baisse -)	-5,0	39,4	0,0	-39,4	5,0
Autres Investissements	164,9	577,9	-315,1	-892,9	-480,0
Administrations publiques	-104,9	5,5	-36,2	-41,7	68,7
dont Engagements	-104,9	5,5	-36,2	-41,7	68,7
- Tirages	131,2	96,6	138,6	42,0	7,4
- Amortissements	-236,1	-91,1	-174,8	-83,7	61,3
Banques et Institutions financières	-180,6	306,7	-221,7	-528,4	-41,1
Avoirs (baisse +)	-188,1	276,1	-113,8	-389,9	74,2
- Dépôts	-19,6	231,4	75,2	-156,1	94,9
- Autres avoirs	-168,4	44,8	-189,1	-233,8	-20,6
Engagements (baisse -)	7,5	30,6	-107,9	-138,5	-115,4
-Dépôts	-0,5	51,6	-19,2	-70,7	-18,6
-Autres Engagements	8,0	-21,0	-88,7	-67,7	-96,7
Privé non bancaire	450,4	265,7	-57,2	-322,8	-507,6
Avoirs (baisse +)	355,6	213,8	-6,1	-219,9	-361,7
III- ERREURS ET OMISSIONS	-4,7	14,6	41,2	26,6	45,9
IV- SOLDE GLOBAL	38,0	239,2	-554,5	-793,7	-592,5
V- FINANCEMENT	-38,0	-239,2	554,5	793,7	592,5

Source : MINFI/DP ; * Estimations ; **Données mises à jour

■ Commerce extérieur

Evolution des échanges

Au troisième trimestre 2023, la valeur des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'extérieur se chiffre globalement à 1 798,0 milliards, en baisse de 14,9% par rapport au trimestre précédent. Cette situation est liée à la réduction de 17,7% des exportations et de 13,6% des importations. En glissement annuel, les échanges diminuent de 21,1%. Hors pétrole, la valeur des échanges s'élève à 1 626,7 milliards, en baisse de 10,4% par rapport au trimestre précédent et de 12% en glissement annuel. Sur les neuf

premiers mois de l'année 2023, les échanges se situent à 5 949,7 milliards.

Balance commerciale : Réduction du déficit commercial

Au troisième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, le déficit de la balance commerciale se réduit de 79,4 milliards pour se situer à 698,9 milliards. Cette évolution est attribuable à une baisse des importations (-197,2 milliards) plus importante que celle des exportations (-117,8 milliards). Le taux de couverture baisse de 2,1 points de pourcentage

pour s'établir à 44,0%.

Hors pétrole, la balance commerciale se réduit de 205,2 milliards. Cependant, le taux de couverture progresse de 4,7 points pour se situer à 25,6%.

En glissement annuel, la balance commerciale se détériore de 149,2 milliards, consécutivement à une baisse plus prononcée des exportations (-36,4%) que celle des importations (-11,7%).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2023 et en glissement annuel, le déficit commercial se creuse de 976,5 milliards pour se situer à 1 986,0 milliards. Le taux de couverture diminue de 21,1 points pour se situer à 49,9%. *Hors pétrole*, le déficit du solde commercial s'aggrave de 590,1 milliards et se chiffre à 2 720,0 milliards. Le taux de couverture passe de 39,2% à 31,4%.

Tableau 9 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliards)

Période	3 ^{ème} Trim 2022	Jan-Sept 2022	2 ^{ème} Trim 2023	3 ^{ème} Trim 2023	Jan-Sept 2023	Variations (en %)		
	a	b	c	d	e	d/c	d/a	e/b
Libellés								
Exportations	864,0	2 494,7	667,3	549,5	1 981,8	-17,7	-36,4	-20,6
Pétrole brut	429,8	1 120,5	297,0	171,3	734,0	-42,3	-60,2	-34,5
<i>hors pétrole brut</i>	434,1	1 374,2	370,4	378,3	1 247,8	2,1	-12,9	-9,2
Importations	1 413,7	3 504,1	1 445,6	1 248,4	3 967,8	-13,6	-11,7	13,2
Pétrole brut	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
<i>hors pétrole brut</i>	1 413,7	3 504,1	1 445,6	1 248,4	3 967,8	-13,6	-11,7	13,2
Balance commerciale	-549,7	-1 009,4	-778,3	-698,9	-1 986,0	-10,2	27,1	96,7
<i>hors pétrole brut</i>	-979,5	-2 129,9	-1 075,3	-870,1	-2 720,0	-19,1	-11,2	27,7
Taux de couverture (en %)	61,1	71,2	46,2	44,0	49,9	-2,1	-17,1	-21,2
<i>hors pétrole brut</i>	30,7	39,2	25,6	30,3	31,4	4,7	-0,4	-7,8
Echanges globaux	2 277,6	5 998,8	2 113,0	1 798,0	5 949,7	-14,9	-21,1	-0,8
<i>hors pétrole brut</i>	1 847,8	4 878,3	1 816,0	1 626,7	5 215,7	-10,4	-12,0	6,9

Source : MINFI

Importations

Les importations de biens au troisième trimestre 2023 se chiffrent à 1 248,4 milliards, en baisse de 197,2 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est notamment attribuable à la réduction des achats des carburants et lubrifiants (-30,5 milliards), de la fonte, fer et acier (-27,9 milliards), du riz (-26,5 milliards), des produits chimiques divers (-24,5 milliards), des engrais (-23,4 milliards), des insecticides, fongicides et herbicides (-20,5 milliards), des huiles brutes ou raffinées (-19,2 milliards), des machines et appareils électriques (-11,7 milliards).

En glissement annuel, les importations de biens régressent de 165,2 milliards, du fait notamment de la réduction des achats des carburants et lubrifiants (-68,9 milliards), du riz (-26,8 milliards), des engrais (-22,6 milliards), de la fonte, fer et acier (-21,0 milliards), du froment (blé) et méteil (-20,1 milliards), des matières plastiques (-13,0 milliards), des poissons de mer congelés (10,5 milliards) et les tracteurs (-7,1 milliards). A l'inverse, l'on note un accroissement des importations des machines et appareils mécaniques (+28,6 milliards), des sucres raffinés (+18,9 milliards) et des véhicules de

transport de marchandises (+8,3 milliards).

Au cours des neuf premiers mois de l'année, les importations progressent de 463,7 milliards par rapport à la même période de 2022 pour s'établir à 3 967,8 milliards. Cette évolution est principalement liée à la hausse des achats des carburants et lubrifiants (+114,0 milliards), des machines et appareils mécaniques (+109,3 milliards), des machines et appareils électriques (+45,3 milliards) et des véhicules pour transport (+43,4 milliards). A contrario, l'on enregistre une diminution des achats du froment (blé) et méteil diminuent (-40,5 milliards), du clinker (-37,6 milliards), du fer, fonte et acier (-19,4 milliards), des tracteurs (-16,4 milliards) et des butanes liquéfiés (-15,8 milliards).

Les principaux produits importés au cours des neuf premiers mois de l'année 2023 sont les carburants et lubrifiants (20,2% du total), les machines et appareils mécaniques (8,8%), les machines et appareils électriques (4,7%), la fonte, fer et acier (4,2%), le riz (4,1%), les poissons de mer congelés (3,6%), les produits pharmaceutiques (3,3%), les matières plastiques (3%) et les véhicules de tourisme (2,7%).

Tableau 10 : Evolution des principaux produits importés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	3ème Trim 2022		Jan-Sept 2022		2ème Trim 2023		3ème Trim 2023		Jan-Sept 2023		Variations		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V			
Libellés	a		b		c		D		e		d-c	d-a	e-b
Poissons et crustacés	65,9	57,4	182,4	146,0	45,4	33,9	58,4	46,7	185,4	144,7	12,8	-10,7	-1,3
Poissons de mer congelés	65,8	57,2	182,1	145,5	45,3	33,8	58,4	46,7	185,2	144,4	12,8	-10,5	-1,1
Animaux et produits du règne animal	71,5	69,2	200,8	181,5	51,9	45,3	64,7	59,0	204,6	178,3	13,7	-10,3	-3,2
Céréales	448,0	135,0	1 189,9	344,6	395,3	106,4	390,4	87,8	1 223,0	309,8	-18,7	-47,2	-34,8
Froment (blé) et méteil	238,0	72,6	640,4	180,2	190,2	40,8	280,9	52,5	676,9	139,6	11,7	-20,1	-40,5
Riz	209,3	61,9	537,8	161,5	187,3	61,5	109,2	35,0	516,6	163,4	-26,5	-26,8	1,9
Produits du règne végétal	493,9	157,0	1 329,4	403,8	447,2	129,9	429,6	106,9	1 365,7	375,4	-23,0	-50,1	-28,4
Graisses et huiles animales ou végétales	42,4	45,2	78,0	78,5	54,6	42,7	35,4	25,1	124,8	96,1	-17,6	-20,2	17,6
Huiles brutes ou raffinées	40,9	44,1	68,9	71,2	52,0	40,9	29,9	21,6	114,6	89,2	-19,2	-22,5	18,0
Graisses et huiles animales ou végétales	42,4	45,2	78,0	78,5	54,6	42,7	35,4	25,1	124,8	96,1	-17,6	-20,2	17,6
Sucres et sucreries	39,2	16,1	80,9	30,7	43,5	15,1	92,5	34,7	180,0	65,3	19,7	18,6	34,7
Sucres raffinés de canne ou de betterave	33,5	13,4	62,1	23,3	36,6	11,9	87,6	32,3	161,7	56,7	20,3	18,9	33,4
Produits alimentaires industriels	123,3	73,6	314,6	188,9	125,5	76,5	180,2	94,7	419,9	234,1	18,2	21,1	45,2
Sel, soufre, terres; ciments	577,4	37,1	2 116,3	132,5	949,7	34,7	704,1	28,3	2 600,3	98,1	-6,3	-8,8	-34,3
Hydrocarbures	575,3	379,0	1 404,0	758,1	617,8	330,9	627,2	306,6	1 627,3	860,5	-24,3	-72,4	102,5
Carburants et lubrifiants	519,3	346,7	1 276,8	689,1	568,2	308,2	552,0	277,8	1 490,0	803,0	-30,5	-68,9	114,0
Butanes liquéfiés	42,5	27,6	82,5	51,1	16,5	7,7	66,9	25,0	89,3	35,2	17,3	-2,6	-15,8
Produits minéraux	1 152,9	416,1	3 522,2	890,9	1 567,8	365,7	332,3	335,2	4 228,8	959,1	-30,5	-80,9	68,2
Produits pharmaceutiques	6,9	39,9	19,1	129,0	7,2	47,7	6,6	42,1	22,3	132,2	-5,7	2,1	3,2
Produits des industries chimiques	151,7	138,3	347,3	376,0	207,1	168,3	133,4	116,6	537,0	441,8	-51,7	-21,7	65,8
Matières plastiques	46,5	50,7	130,3	133,0	46,1	42,9	41,3	37,8	129,1	120,7	-5,1	-13,0	-12,3
Caoutchouc	10,0	14,0	26,7	36,7	10,7	12,9	11,7	14,3	30,6	37,2	1,5	0,4	0,5
Matières plastiques et caoutchouc	56,5	64,7	157,0	169,7	56,8	55,8	53,0	52,1	159,7	157,8	-3,7	-12,6	-11,8
Pâte de bois; papiers et ses applications	35,5	29,4	89,1	87,9	25,7	21,0	33,1	26,5	84,3	84,1	5,5	-2,9	-3,8
Ouvrages en pierre, ciment et verre	86,6	27,7	233,2	69,3	77,8	24,2	83,6	25,6	241,5	73,2	1,5	-2,0	3,9
Fonte, fer et acier	89,1	70,7	239,3	187,8	112,8	77,7	100,5	49,8	269,4	168,4	-27,9	-21,0	-19,4
Ouvrages en fonte, fer et acier	21,2	32,6	52,7	77,0	23,2	37,0	24,6	31,8	61,1	90,7	-5,2	-0,7	13,7
Métaux communs et leurs ouvrages...	119,2	116,3	312,1	294,8	146,9	134,5	133,9	94,5	356,5	301,6	-39,9	-21,8	6,8
Machines et appareils mécaniques	28,7	86,9	76,5	238,0	34,1	121,0	34,1	115,5	100,7	347,2	-5,5	28,6	109,3
Machines et appareils électriques	18,6	45,1	49,4	139,9	16,9	61,2	18,9	49,5	51,9	185,2	-11,7	4,4	45,3
Machines et app. mécaniques ou électriques	47,3	132,1	125,9	377,8	51,0	182,2	52,9	165,0	152,6	532,4	-17,2	33,0	154,6
Véhicules automobiles; tracteurs	41,4	74,8	127,6	207,0	47,3	118,9	44,5	79,5	138,3	311,5	-39,5	4,7	104,5
Véhicules de tourisme	0,0	28,4	0,0	74,0	0,0	37,7	0,0	32,0	0,0	106,7	-5,7	3,6	32,8
Véhicules pour transport marchandises	0,0	17,9	0,0	43,9	0,0	33,9	0,0	26,2	0,0	87,3	-7,7	8,3	43,4
Matériel de transport	41,9	75,9	129,8	211,5	49,8	135,0	46,3	87,3	143,6	339,9	-47,6	11,4	128,4
Total général des importations	2 498,7	1 413,7	7 035,1	3 504,1	2 934,6	1 445,6	2 651,7	1 248,4	8 228,5	3 967,8	-197,2	-165,2	463,7

Source : MINFI

Exportations

Au troisième trimestre 2023, les exportations de biens se chiffrent à 549,5 milliards, en baisse de 117,8 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est principalement attribuable à la réduction des ventes des huiles brutes de pétrole (-125,7 milliards), du gaz naturel liquéfié (-47,0 milliards), du beurre de

cacao (-6,5 milliards) et du bois brut (-3,9 milliards). L'on note, à l'inverse, une hausse des exportations du cacao brut en fèves (+39,8 milliards) et des carburants et lubrifiants (+18,0 milliards). Hors pétrole, les ventes progressent de 7,9 milliards pour se situer à 378,3 milliards.

En glissement annuel, les exportations de biens passent de 864,0 milliards à 549,5 milliards, soit

une baisse de 314,4 milliards. Cette évolution résulte notamment de la réduction des ventes des huiles brutes de pétrole (-258,6 milliards), du gaz naturel liquéfié (-72,8 milliards), du coton brut (-14,0 milliards), du beurre de cacao (-6,8 milliards), du bois brut (-6,1 milliards), atténuée par la hausse des ventes des carburants et lubrifiants (+22,5 milliards) et du cacao brut en fèves (+22,3 milliards). Hors pétrole, les exportations diminuent de 55,9 milliards.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2023, la valeur des exportations est de 1 981,8 milliards, en baisse de 512,8 milliards par rapport à la même période de 2022. Cette évolution est principalement due aux fléchissements des

ventes des huiles brutes de pétrole (-386,5 milliards), de gaz naturel liquéfié (-138,2 milliards), du cacao brut en fèves (-35,6 milliards) et du coton brut (-22,8 milliards). Toutefois, les ventes de carburants et lubrifiants augmentent de 52,2 milliards et celles des savons de ménage en morceaux de 21,7 milliards. Hors pétrole, les exportations régressent de 126,3 milliards et s'établissent à 1 247,8 milliards. Les principaux produits exportés au cours de la période sous revue sont : les huiles brutes de pétrole (37,0% du total des exportations), le gaz naturel liquéfié (14,4%), les bois sciés (7,8%), le cacao brut en fèves (7,0%) et le bois brut (5,7%).

Tableau : Evolution des principaux produits exportés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Périodes	3ème Trim 2022		Jan-Sept 2022		2ème Trim 2023		3ème Trim 2023		Jan-Sept 2023		Variations		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V			
Libellés	a		b		c		d		e		d-c	d-a	e-b
Bananes (y compris plantains)	41,4	5,8	151,6	21,3	51,4	7,7	39,2	6,2	141,2	21,6	-1,5	0,4	0,2
Café	5,6	7,4	8,3	11,1	2,6	3,6	6,1	9,4	9,6	14,1	5,8	2,0	3,0
<i>et café robusta</i>	5,4	6,8	7,6	9,4	0,0	0,0	1,3	2,0	1,6	2,4	2,0	-4,8	-7,0
Huile de palme	0,2	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,6	0,9	1,5	2,1	0,4	0,6	1,6
Sucreries sans cacao	0,9	1,5	2,4	3,5	0,6	1,0	1,0	1,6	2,3	3,6	0,6	0,1	0,1
Cacao brut en fèves	14,3	18,4	135,5	174,8	0,5	0,9	20,4	40,7	87,8	139,2	39,8	22,3	-35,6
Pâte de cacao	12,1	19,7	37,3	58,5	9,5	17,2	8,2	15,3	32,0	58,1	-1,8	-4,4	-0,4
Beurre de cacao	7,8	14,8	22,5	43,2	6,6	14,4	3,2	8,0	17,7	39,0	-6,5	-6,8	-4,2
Bières	3,4	1,6	9,0	4,1	3,1	1,5	3,1	1,5	9,3	4,5	0,0	-0,1	0,4
Huiles brutes de pétrole	890,5	429,8	2 553,8	1 120,5	853,9	297,0	406,9	171,3	1 974,6	734,0	-125,7	-258,6	-386,5
Carburants et lubrifiants	1,5	1,9	16,8	11,4	10,9	6,4	64,8	24,4	165,3	63,6	18,0	22,5	52,2
Gaz naturel liquéfié	214,9	129,8	946,6	424,2	367,5	104,0	215,0	57,0	941,2	286,0	-47,0	-72,8	-138,2
Savons de ménage en morceaux	20,5	14,1	37,3	23,7	19,7	15,3	20,9	15,4	59,4	45,4	0,2	1,3	21,7
Caoutchouc brut	14,3	12,8	33,1	30,1	9,4	6,8	12,9	8,8	30,8	22,0	2,0	-4,0	-8,0
Bois et ouvrages en bois	501,6	88,6	1 328,6	240,0	358,4	80,3	359,9	78,2	1 043,5	223,7	-2,1	-10,4	-16,3
Bois brut (grumes)	0,2	21,2	0,6	61,6	0,2	19,0	0,1	15,1	0,5	49,4	-3,9	-6,1	-12,2
Bois sciés	0,3	60,0	0,9	157,8	0,3	53,4	0,8	57,3	1,2	154,4	4,0	-2,6	-3,3
Coton brut	44,1	48,4	130,2	136,1	29,3	34,0	28,1	34,4	98,0	113,3	0,3	-14,0	-22,8
Aluminium brut	16,5	19,0	32,5	36,2	10,7	13,9	11,8	14,5	30,8	37,5	0,6	-4,5	1,3
Tôles en aluminium	0,4	1,0	1,2	2,9	0,5	1,1	0,7	1,6	2,2	5,0	0,5	0,6	2,2
Total général des exportations	2 024,3	864,0	6 043,3	2 494,7	1 827,1	667,3	1 307,1	549,5	4 921,8	1 981,8	-117,8	-314,4	-512,8

Sources : MINFI/DGD-DP

FINANCES PUBLIQUES

L'exécution du budget de l'Etat au troisième trimestre 2023 et comparativement au troisième trimestre 2022, fait apparaître : (i) une baisse des ressources totales du fait de la diminution des emprunts et dons, (ii) une baisse des dépenses.

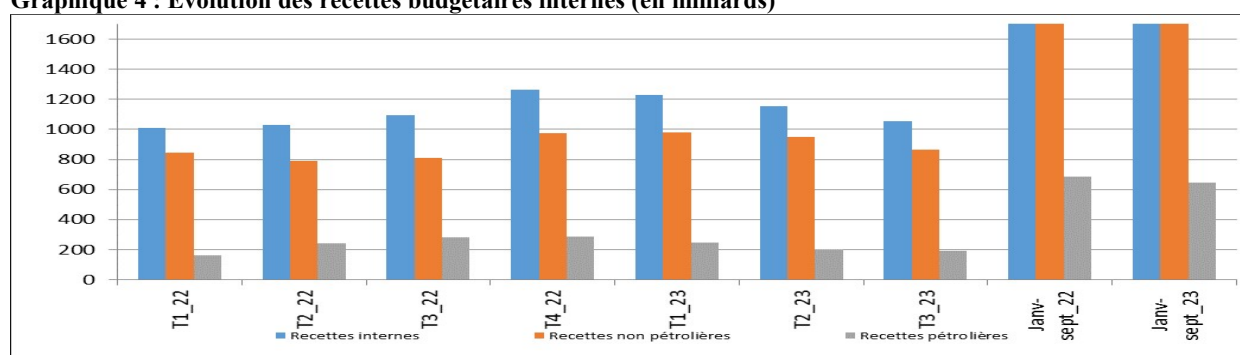
Ressources budgétaires : baisse des ressources totales du fait de la diminution des emprunts et dons

Au cours du **troisième trimestre 2023**, les ressources budgétaires totales recouvrées s'élèvent à 1 241,3 milliards, en baisse de 157,1 milliards en glissement annuel. Elles comprennent 1 055,6

milliards de recettes internes et 185,7 milliards d'emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes diminuent de 3,7%, du fait de la baisse des recettes pétrolières et des emprunts et dons. En effet, les recettes pétrolières régressent de 93,6 milliards et se chiffrent à 190,2 milliards. Cette baisse résulte d'une diminution de 95,9 milliards de la redevance SNH qui se situe à 106,7 milliards, atténuée par l'accroissement de 2,3 milliards de l'impôt sur les sociétés pétrolières qui s'élève à 83,4 milliards.

Graphique 4 : Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)



Source : MINFI/DP

Les recettes non pétrolières s'établissent à 865,4 milliards, en hausse de 53,2 milliards. L'évolution des principales rubriques se présente comme suit : les recettes d'impôts et taxes se chiffrent à 559,2 milliards, en hausse de 40,9 milliards ; les recettes des douanes s'élèvent à 252,1 milliards, en hausse de 6,2 milliards ; les recettes non fiscales s'établissent à 54,1 milliards, en augmentation de 10 milliards. Les recettes des CAS sont nulles au troisième trimestre 2023.

Les emprunts et dons mobilisés au cours du troisième trimestre 2023 à hauteur de 185,7 milliards, sont en baisse de 116,6 milliards en rythme annuel. Ils comprennent 94,4 milliards de prêts projets, 0,8 milliard de dons, et 90,5 milliards d'émissions nettes de titres publics.

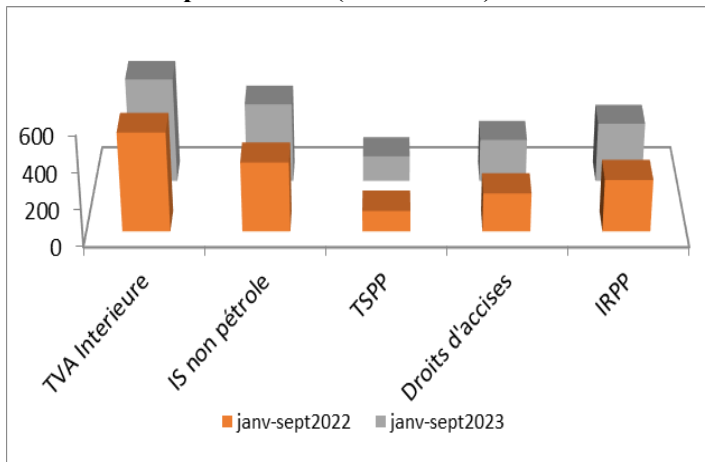
A fin septembre 2023, les réalisations des ressources budgétaires totales s'élèvent à 4 193,8

milliards. Elles diminuent de 211,1 milliards par rapport à la même période de 2022. Cette diminution s'observe principalement sur les emprunts et dons.

En effet, les emprunts et dons diminuent de 514,6 milliards, passant de 1 271,9 milliards à fin septembre 2022 à 757,3 milliards à fin septembre 2023. Cette diminution est enregistrée sur toutes ses composantes : tirages au titre des prêts projets (- 84,8 milliards) ; dons (- 69,8 milliards) ; appuis budgétaires hors FMI (-22,6 milliards) ; émissions nettes des titres publics (-101,9 milliards) et autres emprunts (-235,5 milliards).

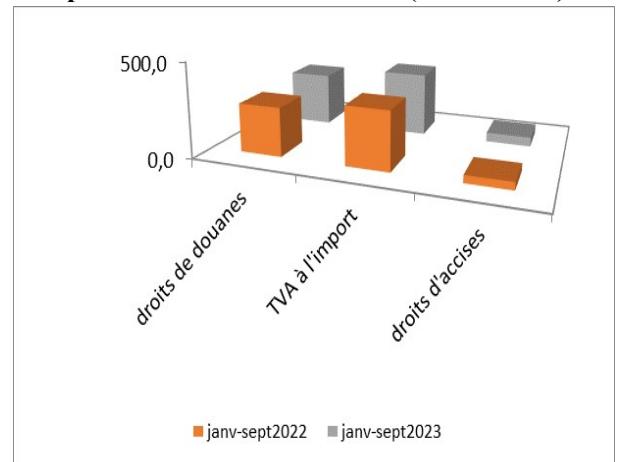
A l'inverse, les recettes budgétaires internes recouvrées sont en augmentation de 303,4 milliards et se chiffrent à 3 436,4 milliards. Cette hausse s'observe uniquement sur les recettes non pétrolières.

Graphique 5 : Evolution des principales composantes recettes des impôts et taxes (en milliards)



Source : MINFI/DP

Graphique 6 : Evolution des principales composantes recettes douanières (en milliards)



Source : MINFI/DP

Les recettes pétrolières se chiffrent à 643,4 milliards, en diminution de 42,2 milliards par rapport à fin septembre 2022, essentiellement du fait de la baisse des cours mondiaux du pétrole. Elles comprennent 458 milliards de redevance pétrolière SNH et 185,4 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

Les recettes non pétrolières passent de 2 447,3 milliards à fin septembre 2022 à 2 793 milliards à fin septembre 2023, soit une progression de 345,7 milliards. Cette hausse résulte de l'augmentation des recettes fiscales et des recettes non fiscales. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

Les recettes des impôts et taxes s'élèvent à 1 869,3 milliards contre 1 669,6 milliards à fin septembre 2022, soit une hausse de 199,7 milliards. Cette hausse est tirée par celle

de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+49,4 milliards) ; de l'IRPP (+37,4 milliards) ; des droits d'enregistrement et du timbre (+36,1 milliards) ; de la TVA (+25,7 milliards) ; de la TSPP (+25,2 milliards) et des droits d'accises (+20,7 milliards).

Les recettes douanières se chiffrent à 736,5 milliards contre 647,1 milliards à fin septembre 2022, soit une hausse de 89,5 milliards, attribuable à l'accroissement de toutes les rubriques : la TVA à l'importation (+28,3 milliards) ; les droits de douane à l'importation (+ 25,5 milliards) ; les droits d'accises à l'importation (+ 8,3 milliards) et les droits de sortie (+6,4 milliards).

Les recettes non fiscales progressent de 55,1 milliards en glissement annuel et s'établissent à 181,8 milliards à fin septembre 2023. Les recettes des CAS sont de 5,4 milliards.

Tableau 9 : Evolution des recettes budgétaires (en milliards)

RUBRIQUE DES RECETTES	3eme trim.	3eme trim.	janv-sept.	janv-sept.	Variations relatives		variations absolues	
	2022	2023	2022	2023	(en %)			
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
A-RECETTES BUDGT. INTERNES	1 096,1	1 055,6	3133,0	3 436,4	-3,7	9,7	-40,5	303,4
I-Recettes pétrolières	283,8	190,2	685,7	643,4	-33,0	-6,2	-93,6	-42,2
1-Redevance SNH	202,6	106,7	537,6	458,0	-47,3	-14,8	-95,9	-79,5
2- IS pétrole	81,2	83,4	148,1	185,4	2,8	25,2	2,3	37,3
II- Recettes non pétrolières	812,3	865,4	2 447,3	2 793,0	6,5	14,1	53,2	345,7
1- Recettes Fiscales	764,2	811,3	2316,6	2 605,8	6,2	12,5	47,1	289,2
a- Recettes des impôts et taxes	518,3	559,2	1669,6	1869,3	7,9	12,0	40,9	199,7
dont -IRPP	101,6	92,4	281,9	319,3	-9,1	13,3	-9,3	37,4
-TVA	177,0	183,6	535,9	561,6	3,7	4,8	6,5	25,7
-IS non pétrole	79,5	87,4	376,2	425,6	9,9	13,1	7,9	49,4
-Droits d'accises	67,5	70,4	208,9	229,5	4,3	9,9	2,9	20,7
-Droits d'enreg.et timbre	31,4	40,2	84,9	121,0	28,0	42,5	8,8	36,1
- TSPP	36,5	56,7	113,0	138,2	55,3	22,3	20,2	25,2
b- Recettes douanières	245,9	252,1	647,1	736,5	2,5	13,8	6,2	89,5
dont - droit de douane import.	99,8	95,0	258,1	283,7	-4,9	9,9	-4,8	25,5
_TVA import.+Dts d'ac./import	117,5	114,1	308,4	336,7	-2,9	9,2	-3,4	28,3
- Droits d'accises import.	15,3	17,7	40,3	48,6	15,8	20,5	2,4	8,3
- Droits de sortie	11,5	13,6	31,5	37,9	18,6	20,5	2,1	6,4
2- Recettes non fiscales	44,1	54,1	126,7	181,8	22,8	43,5	10,0	55,1
3- Recettes des CAS	4,0	0,0	4,0	5,4	-100,0	34,5	-4,0	1,4
B- EMPRUNTS ET DONNS	302,3	185,7	1271,9	757,3	-38,6	-40,5	-116,6	-514,6
- Prêts projets	96,1	94,4	439,7	354,9	-1,8	-19,3	-1,7	-84,8
- Dons	20,0	0,8	81,7	12,0	-95,8	-85,4	-19,1	-69,8
- Appuis budgétaires	0,0	0,0	45,9	23,3		-49,2	0,0	-22,6
- Emission des titres publics net	88,8	90,5	409,1	307,2	1,9	-24,9	1,7	-101,9
- Autres emprunts (y/c PARPAC et DTS)	97,5	0,0	295,5	60,0	-100,0	-79,7	-97,5	-235,5
TOTAL RECETTES BUDGET.	1 398,4	1 241,3	4 404,9	4 193,8	-11,2	-4,8	-157,1	-211,1

Source : MINFI/DP

Dépenses publiques : baisse au troisième trimestre mais hausse sur les neuf premiers mois de l'année

Au cours du troisième trimestre 2023, les **dépenses budgétaires totales base ordonnancements** effectuées s'élèvent à 1 263,2 milliards, en diminution de 22% en glissement annuel. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 733,9 milliards, en baisse de 22,4%. Les principales composantes évoluent comme suit : les dépenses du personnel augmentent de 20,7 milliards pour se situer à 327,3 milliards ; les dépenses de biens et services sont de 159,7 milliards, en diminution de 120 milliards ; les transferts et pensions baissent de 112,1 milliards pour s'établir à 246,8 milliards.

Les dépenses d'investissement régressent de 16,8% et s'élèvent à 198,8 milliards. Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures, ces dépenses diminuent de 10,7% pour se situer à 95,1

milliards. Sur ressources propres, elles s'établissent à 98,3 milliards, en diminution de 25,9%. Les dépenses de restructuration et réhabilitations qui étaient nulles au troisième trimestre 2022 sont de 5,5 milliards au troisième trimestre 2023.

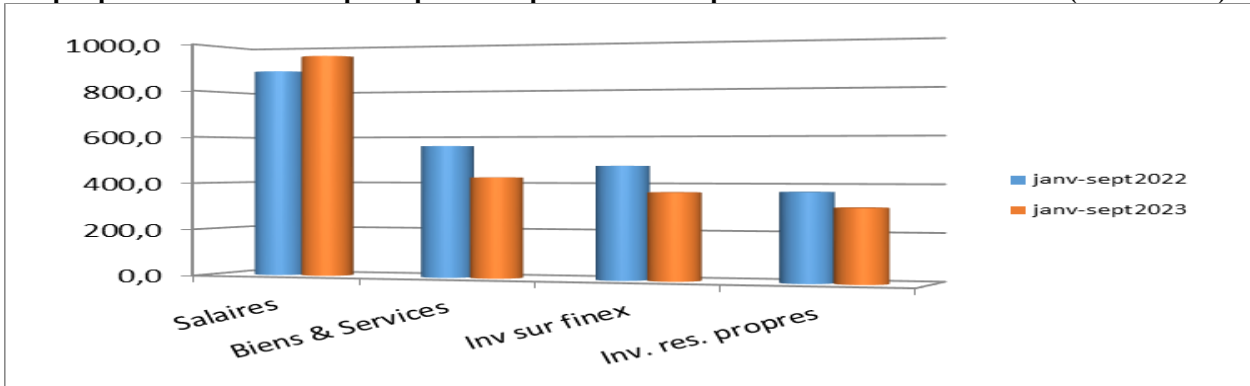
Le service de la dette publique est de 342,8 milliards, en baisse de 51,8 milliards. Le service de la dette extérieure est de 262,6 milliards, dont 174,8 milliards d'amortissement et 87,8 milliards d'intérêts. Celui de la dette intérieure se chiffre à 80,2 milliards, dont : 16,5 milliards d'intérêts ; 10,9 milliards d'amortissements ; 14,3 milliards de remboursement de crédits TVA, 38,4 milliards de paiements d'arriérés des exercices 2022 et antérieurs.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 4 357,4 milliards à **fin septembre 2023** contre 4 172,8 milliards à fin

septembre 2022, soit une hausse de 184,6 milliards. Cette hausse s'observe au niveau

des dépenses courantes et du service de la dette publique.

Graphique 7 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)



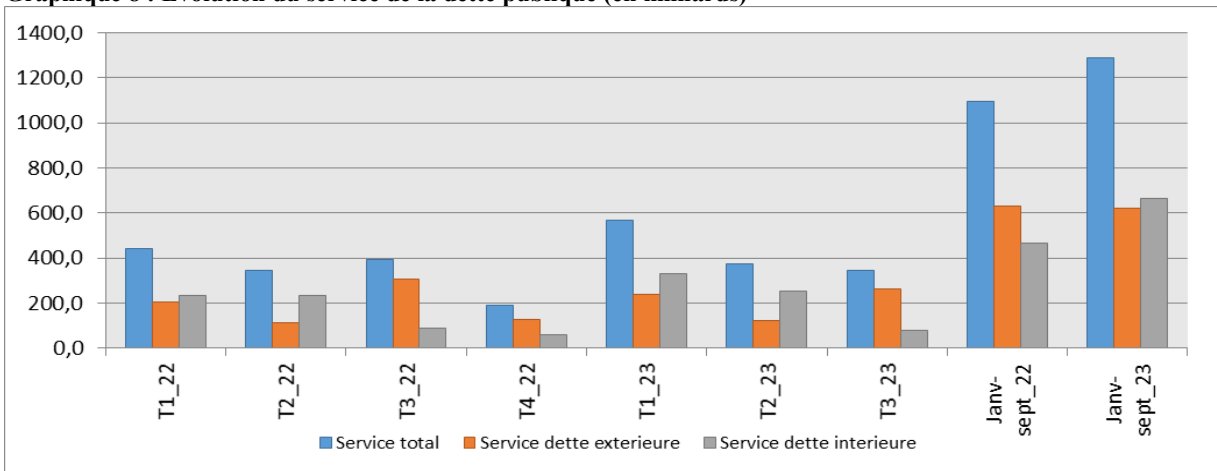
Source : MINFI/DP

Les dépenses courantes hors intérêts progressent de 37 milliards et se situent à 2 178,6 milliards. Cette évolution résulte de celle de ses composantes. Les dépenses de personnel croissent de 7,2% et se situent à 948,8 milliards. Les dépenses de biens et services s'élèvent à 425,1 milliards dont 1 milliard pour les CAS et sont en baisse de 23,9%. Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 804,8 milliards, en hausse de 15,3%.

milliards à fin septembre 2022, soit une baisse de 157,9 milliards. Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 306,6 milliards, dont 1,6 milliard pour les CAS, en diminution de 62,8 milliards en rythme annuel. Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs sont de 365,4 milliards et diminuent de 109,8 milliards. Les dépenses de restructuration se chiffrent à 23,1 milliards à fin septembre 2023 contre 8,4 milliards à la même période de l'exercice 2022.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 695,1 milliards à fin septembre 2023 contre 853

Graphique 8 : Evolution du service de la dette publique (en milliards)



Source : MINFI/DP

Le service effectif de la dette publique s'élève à 1 287,1 milliards, en augmentation de 191 milliards (+17,4%) en glissement annuel. Il comprend 620,3 milliards de dette extérieure et 666,8 milliards de dette intérieure.

171,9 milliards d'intérêts et 448,4 milliards de principal.

Le service effectif de la dette extérieure est en diminution de 8,2 milliards (-1,3%). Il comprend

Les paiements au titre de la dette intérieure progressent de 199,2 milliards par rapport à fin septembre 2022. Ils comprennent : 90,5 milliards d'intérêts ; 96 milliards d'amortissement ; 36,3 milliards de remboursement de crédits TVA, 444 milliards de paiement des instances de l'exercice 2022 et arriérés des exercices antérieurs.

Tableau 10 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)

RUBRIQUES DES DEPENSES	3eme trim. 2022	3eme trim. 2023	janv-sept. 2022	janv-sept. 2023	Variations relatives (en %)		variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
I- Dépenses courantes	945,3	733,9	2141,7	2178,6	-22,4	1,7	-211,4	37,0
Dép. personnel	306,6	327,3	885,0	948,8	6,7	7,2	20,7	63,8
Dép. Biens & Serv.	279,7	159,7	558,8	425,1	-42,9	-23,9	-120,0	-133,7
dont - CAS	4,0	0,0	4,0	1,0	-100,0	-74,8	-4,0	-3,0
Transferts et pensions	358,9	246,8	697,9	804,8	-31,2	15,3	-112,1	106,9
II- Dépenses des investissements	239,1	198,8	853,0	695,1	-16,8	-18,5	-40,3	-157,9
Sur financements extérieurs	106,4	95,1	475,2	365,4	-10,7	-23,1	-11,3	-109,8
Sur ressource propres	132,7	98,3	369,4	306,6	-25,9	-17,0	-34,4	-62,8
dont - CAS	0,0	0,0	0,0	1,6			0,0	1,6
Dépenses de restructurations	0,0	5,5	8,4	23,1		175,0	5,5	14,7
III- Dépenses diverses à régulariser	38,5	-12,2	61,8	200,8	-131,8	224,8	-50,7	139,0
IV- Prêts nets (Prêts-Remboursements)	1,9	0,0	20,2	-4,3	-100,0	-121,3	-1,9	-24,5
V- Service de la dette publique	394,6	342,8	1096,1	1287,1	-13,1	17,4	-51,8	191,0
Dette extérieure	307,2	262,6	628,4	620,3	-14,5	-1,3	-44,6	-8,2
Intérêts	71,2	87,8	140,7	171,9	23,4	22,2	16,7	31,2
Principal	236,1	174,8	487,8	448,4	-25,9	-8,1	-61,3	-39,4
Dette intérieure	87,4	80,2	467,7	666,8	-8,3	42,6	-7,2	199,2
dont - Intérêts	10,6	16,5	31,0	90,5	56,6	192,4	6,0	59,5
- amortissement du principal	16,2	10,9	131,2	96,0	-32,9	-26,8	-5,3	-35,2
- remboursement crédits TVA	19,0	14,3	60,7	36,3	-24,7	-40,2	-4,7	-24,4
- arrières intérieurs	41,6	38,4	331,1	444,0	-7,6	34,1	-3,2	113,0
TOTAL DEPENSES BUDGET.	1 619,3	1 263,2	4 172,8	4 357,4	-22,0	4,4	-356,1	184,6

Source : MINFI/DP

Soldes budgétaires et flux de financements

Au terme du troisième trimestre 2023, le stock des arriérés de paiement se réduit de 195,4 milliards. Cette situation est la résultante des paiements de 444 milliards effectués sur les arriérés des exercices précédents et antérieurs et de l'accumulation de 248,7 milliards d'instances nouvelles de l'exercice 2023.

Les opérations de l'Etat, reflétant les recettes et dons mobilisés et les dépenses exécutées, dégagent un solde global base ordonnancements excédentaire de 76,5 milliards. Le solde primaire

base ordonnancements s'établit à 339,1 milliards et le solde primaire non pétrolier se situe à -304,3 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) se détériore de 180,5 milliards à fin septembre 2023. Cette situation résulte d'une amélioration de la position vis-à-vis de la BEAC de 10,8 milliards conjuguée avec une détérioration de la position vis-à-vis des banques commerciales de 62,6 milliards et du FMI de 135,8 milliards.

Tableau 11 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards)

SOLDE BUDGETAIRE	Fin sept 2022	Fin sept 2023
SOLDE PRIMAIRE GLOBAL (NET*)	73,4	339,1
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER (NET*)	-612,2	-304,3
SOLDE GLOBAL (NET*)	-98,5	76,5

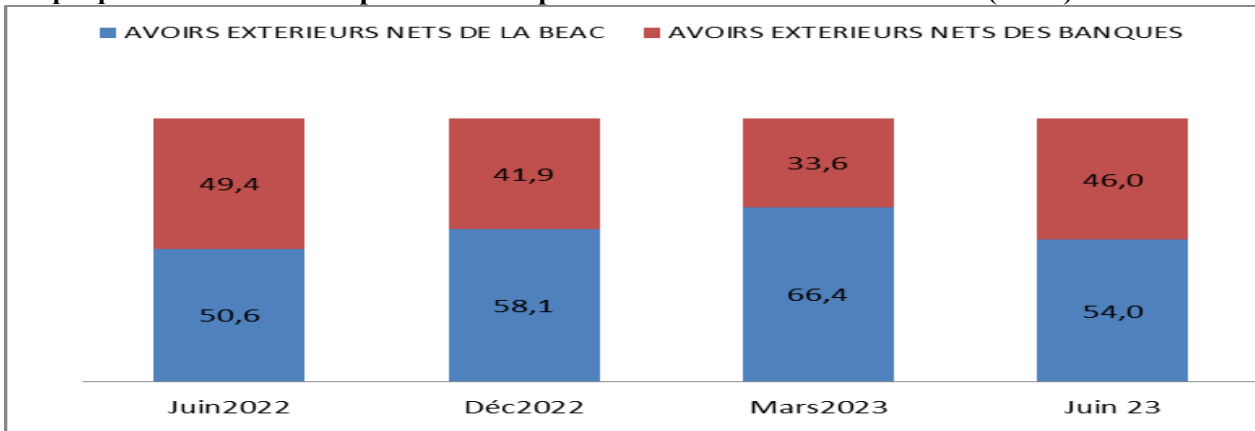
SITUATION MONETAIRE

A fin septembre 2023, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 9 897,7 milliards, en hausse de 0,6% par rapport à fin juin 2023. Cette évolution est consécutive à la consolidation des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie, les avoirs extérieurs nets ayant baissé. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 6,8%.

A fin septembre 2023, et par rapport à fin juin 2023, les avoirs extérieurs nets baissent de 12,1%, pour

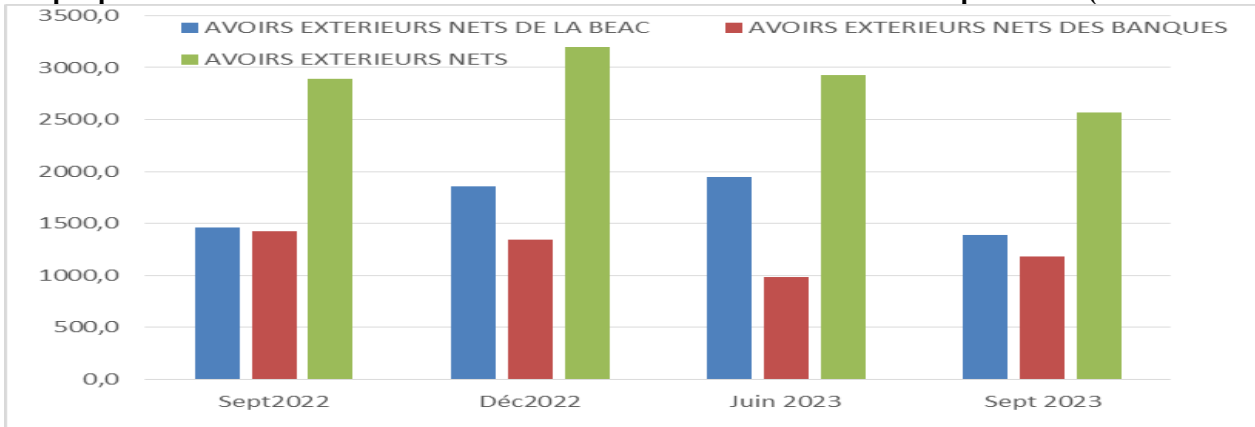
s'établir à 2569,7 milliards, résultant de la contraction de 28,5% des avoirs extérieurs nets de la BEAC, et de la hausse de 20,4% des avoirs extérieurs nets des banques. La contraction des avoirs extérieurs nets de la BEAC est en lien avec la baisse du rapatriement des recettes d'exportation. L'accroissement des avoirs extérieurs nets des banques est consécutif à l'augmentation de la valeur des titres de placement des banques commerciales.

Graphique 9 : Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en %)



Sources : MINFI, BEAC

Graphique 10 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin septembre 2023, le crédit intérieur se situe à 7 327,7 milliards, en hausse de 5,9% par rapport à fin juin 2023. Suivant les composantes, les créances nettes sur l'Etat et les crédits à l'économie progressent respectivement de 10,8% et 3,9%.

Les créances nettes sur l'Etat passent de 2 084,5 milliards à fin juin 2023, pour se situer à 2 308,7

milliards à fin septembre 2023. Représentant cette évolution, la Position Nette du Gouvernement (PNG), évaluée sur la base de la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI, d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement, d'autre part, se chiffre à 2 299,9 milliards, en hausse de 16,0% par rapport à fin juin 2023.

Cette hausse résulte de l'augmentation des engagements du Gouvernement, couplée à la baisse de ses dépôts, tant à la Banque Centrale que dans les banques. La PNG vis-à-vis de la BEAC passe de 127,4 milliards à fin juin 2023 à 209,9 milliards à fin septembre 2023. De même, la PNG vis-à-vis des banques se renforce, passant de 758,5 milliards à fin juin 2023, à 922,0 milliards à fin septembre 2023, en lien avec le renforcement des souscriptions par les banques aux émissions des titres publics. La PNG vis-à-vis du FMI progresse à 1 168,0 milliards à fin septembre 2023, partant de 1 126,0 milliards à fin juin, alimentée par les appuis budgétaires.

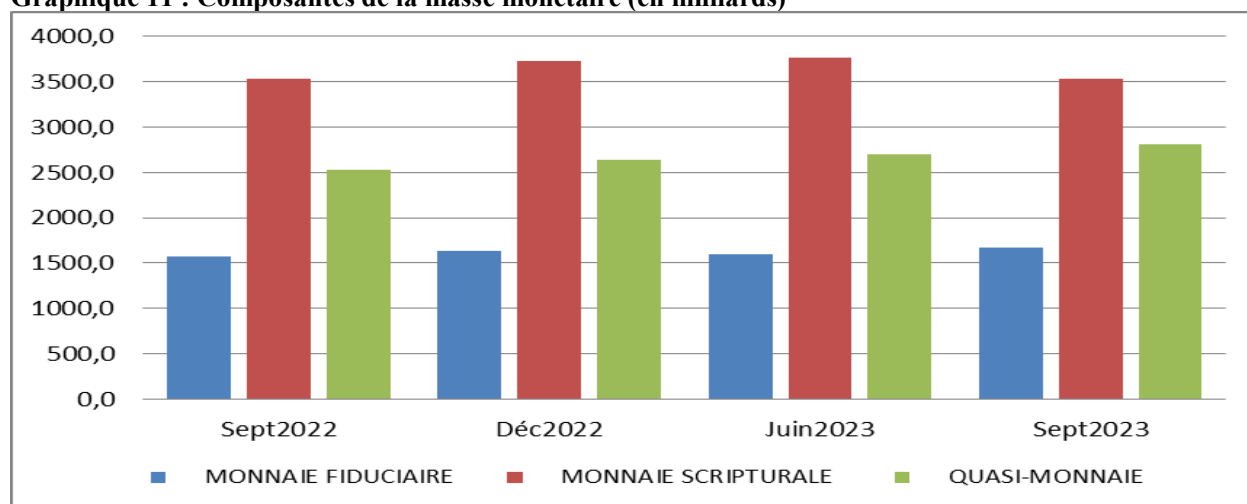
Les crédits à l'économie affichent une hausse de 3,6%, après 6,2% enregistrée à fin juin 2023. En

valeur absolue, ils se situent à 5 019,1 milliards, contre 4 832,3 milliards à fin juin 2023. Cette évolution est tirée par les crédits au secteur privé non financier (+2,6%) et les crédits aux institutions financières non bancaires (+338,3%).

La répartition des créances sur l'économie, selon la durée, réaffirme la prépondérance des crédits à court terme (51,5%). La part des crédits à moyen terme se situe à 45,1% et celle des crédits à long terme à 3,4%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) décroît de 0,4% pour s'établir à 8 014,5 milliards à fin septembre 2023. Elle est composée de 20,8% de monnaie fiduciaire, 42,2% de monnaie scripturale et 35,0% de quasi-monnaie.

Graphique 11 : Composantes de la masse monétaire (en milliards)



Sources : MINFI/BEAC

A fin septembre 2023 et en glissement annuel, la situation monétaire progresse de 4,9% consécutivement à une hausse de 15,0% du crédit intérieur et une baisse de 11,1% des avoirs extérieurs nets. Les crédits à l'économie augmentent de 16,7% et les créances nettes sur l'Etat croissent de 11,4%.

Reflétant l'évolution des créances sur l'Etat, la PNG croît de 10,0%, résultant de la hausse de toutes ses composantes que sont les PNG vis-à-vis de la BEAC, des banques et du FMI.

Les crédits à l'économie se renforcent de 16,7% à fin septembre 2023. Ils sont tirés par les crédits au secteur privé non financier (+13,2%) et aux entreprises publiques (+31,0%).

Le taux de couverture extérieure de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale, est largement supérieur au seuil réglementaire. Il se stabilise à 76%. Il est de 74% dans la CEMAC.

Tableau 12 : Situation monétaire large à fin septembre 2023 (en milliards de FCFA)

	Sept-22	Déc-22	Juin-23	Sept-23	Variations	
	a	b	c	d	d/c	d/a
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	9263,3	9,817,3	9,841,2	9,897,4	0,6	6,8
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2892,1	3,194,0	2,924,3	2,569,7	-12,1	-11,1
Avoirs Extérieurs Nets de la BEAC	1463,6	1854,1	1942,8	1388,3	-28,5	-5,1
Dont : Compte d'opérations	2617,5	2696,7	2536,3	2055,4	-19,0	-21,5
Avoirs en devises	83,1	354,8	709,7	700,9	-1,2	743,4
Recours Aux Crédits FMI	832,0	793,9	803,3	849,4	5,7	2,1
Avoirs Extérieurs Nets des BCM	1428,5	1339,8	981,6	1181,4	20,4	-17,3
CREDIT INTERIEUR (A+B)	6371,2	6,623,3	6,916,9	7,327,7	5,9	15,0
CREANCES NETTES SUR L'ETAT (A)	2071,8	2,133,2	2,084,5	2,308,7	10,8	11,4
Position Nette Du Gouvernement	2091,4	2,134,2	1,982,9	2,299,9	16,0	10,0
Autres créances Nettes Sur l'Etat	-19,7	-59,1	101,6	8,8	-91,4	-144,6
CREANCES SUR L'ECONOMIE (B)	4299,4	4,490,1	4,832,3	5,019,1	3,9	16,7
Institutions Bancaires En Liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	77,8	23,1
Autres Institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC	4,3	7,6	5,3	8,7	66,2	101,7
Institutions Financières Non Bancaires	15,7	33,4	21,7	95,1	338,3	507,0
Entreprises Publiques Non Financières	390,7	442,6	514,0	512,0	-0,4	31,0
Secteur Prive Non Financier	3888,7	4,006,5	4,291,4	4,403,2	2,6	13,2
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	9263,3	9,817,3	9,841,2	9,897,4	0,6	6,8
Monnaie Fiduciaire	1574,2	1,637,6	1,594,5	1,668,4	4,6	6,0
Monnaie Scripturale :	3537,1	3,729,4	3,760,7	3,538,7	-5,9	0,0
Beac	3,8	3,7	4,2	6,2	48,7	64,1
Banques Créatrices de Monnaie	3501,9	3,693,9	3,720,1	3,501,5	-5,9	0,0
Autres Institutions Bancaires Eligibles au Refinancement de la BEAC	28,0	28,3	32,9	27,5	-16,5	-1,7
Centre des Chèques Postaux (CCP)	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0	0,0
Disponibilités monétaires	5111,3	5,367,0	5,355,2	5,207,1	-2,8	1,9
Quasi-Monnaie	2530,2	2,643,1	2,695,5	2,807,4	4,1	11,0
Banques Créatrices de Monnaie	2498,5	2,611,0	2,661,8	2,772,9	4,2	11,0
Autres Institutions Bancaires Eligibles Au Refinancement de la BEAC	31,7	32,1	33,7	34,5	2,3	8,8
Disponibilités Monétaires et Quasi-Monétaires	7641,5	8,010,1	8,050,7	8,014,5	-0,4	4,9
Autres Postes Nets	1621,8	1,807,2	1,790,5	1,882,9	5,2	16,1

Sources : BEAC/MINFI

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Prix à la consommation des ménages

Au troisième trimestre 2023, les prix à la consommation finale des ménages augmentent de 1,4% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est principalement imputable à l'accroissement des prix du poste « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,8%). Les produits qui ont contribué à la hausse du niveau des prix de ce poste sont notamment les légumes (+8,2%), les fruits (+2,0%), les pains et céréales (+3,5%).

Les prix des autres principaux postes de consommation progressent à un rythme moindre que le niveau général. Il s'agit notamment des postes « transport » (+1,3%), « enseignement » (+1,2%), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,8%), et « articles d'habillement et chaussures » (+0,7%). A l'inverse, l'on enregistre une baisse de 1,1% sur les prix des huiles et graisses. Les prix sont restés stables pour les services de « communication » et de « santé ».

Suivant l'origine, les prix des produits locaux augmentent de 1,5% tandis que ceux des produits importés progressent de 0,7%. Sur le plan spatial, les chefs-lieux de région qui ont connu des hausses de prix au-dessus de la moyenne nationale sont : Ngaoundéré (+2,9%), Maroua (+2,1%), Garoua (+2,0%) et Douala (+1,6%). Dans les autres chefs-lieux de région, la hausse des prix se présente ainsi qu'il suit : Bafoussam (+1,3%), Ebolowa (+1,2%), Yaoundé (+0,9%), Bertoua (+0,9%), Buea (+0,8%) et Bamenda (+0,7%).

Par rapport au troisième trimestre 2022, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmente de 7,4%. Cette hausse est consécutive à celle des prix de la quasi-totalité des fonctions de consommation, notamment « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+10,5%) et « transports » (+16,8%). Sur les neuf premiers mois de 2023 et en glissement annuel, l'augmentation du niveau général des prix se situe à 7,8%.

Tableau 13 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation finale des ménages (Base 100 année 2022)

Postes de dépenses	Poids	3 ^{ème} Trim 2022	Janv-Sept 2022	2 ^{ème} Trim 2023	3 ^{ème} Trim 2023	Janv-Sept 2023	Variations (en %)		
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(d)/(c)	(d)/(a)	(e)/(b)
I - Evolution suivant les fonctions de consommation									
<i>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</i>	3182	102,2	98,4	109,8	112,9	109,9	2,8	10,5	11,7
<i>Boissons alcoolisées et tabacs</i>	136	100,7	99,5	103,7	104,0	103,2	0,3	3,3	3,8
<i>Articles d'habillement et chaussures</i>	984	100,5	99,5	104,2	104,9	103,9	0,7	4,4	4,4
<i>Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles</i>	1289	99,6	99,6	103,1	103,9	103,1	0,8	4,3	3,5
<i>Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer</i>	510	101,4	98,8	107,3	107,6	106,9	0,3	6,2	8,2
<i>Santé</i>	478	100,1	99,9	100,8	101,0	100,8	0,1	0,9	0,9
<i>Transports</i>	1127	100,6	99,7	116,0	117,5	114,0	1,3	16,8	14,4
<i>Communication</i>	459	100,3	99,9	100,4	100,4	100,4	0,0	0,0	0,5
<i>Loisirs et culture</i>	335	100,2	99,8	101,5	102,2	101,6	0,7	2,0	1,8
<i>Enseignement</i>	307	100,7	99,3	102,3	103,6	102,7	1,2	2,8	3,4
<i>Restaurants et hôtels</i>	669	101,5	99,1	104,9	105,3	104,7	0,4	3,8	5,6
<i>Biens et services divers</i>	524	101,0	99,2	105,1	105,7	104,9	0,6	4,7	5,8
Indice Général	10 000	101,1	99,1	107,1	108,6	106,8	1,4	7,4	7,8
II - Evolution suivant l'origine									
<i>Produits locaux</i>		101,2	99,0	107,9	109,4	107,5	1,5	8,1	8,6
<i>Produits importés</i>		100,7	99,3	105,5	106,3	105,2	0,7	5,6	5,9

Sources : INS, MINFI

Autres informations socio-économiques

Au cours du troisième trimestre 2023, on relève que dans le cadre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF), une première

cargaison en provenance de la Tunisie, est arrivée au Port Autonome de Kribi (PAK) le 03 juillet 2023. Il convient de rappeler que la ZLECAF vise le démantèlement des tarifs douaniers dans un marché inter africain sur plusieurs produits,

dont le thé, les piles, les viandes transformées, l'amidon de maïs, le sucre, les pâtes alimentaires, le sirop de glucose, les fruits secs et les carreaux.

Le groupe bancaire nigérian, Access Bank Plc, a signé le 14 juillet 2023, un accord pour l'acquisition des filiales de la banque britannique Standard Chartered Bank dans cinq pays d'Afrique dont le Cameroun. Cette convention s'est matérialisée au Cameroun par l'ouverture de plusieurs agences à travers le pays.

La hausse des prix des intrants avicoles a provoqué la contraction de l'offre de poulet de chair sur le marché au mois de juillet 2023. Le prix du poussin d'un jour est ainsi passé de 350 francs à 600 francs et dans le même temps, celui du kilogramme d'aliment est passé de 250 francs à 400 francs.

En ce qui concerne la simplification des procédures administratives liées aux agents de l'Etat, le Gouvernement à travers le MINFI a mis en place une nouvelle plateforme dénommée « nGomna ». Il s'agit d'une application téléchargeable sur Play store et permettant à chaque agent public de consulter ses informations personnelles, notamment la consultation et l'impression du bulletin de solde.

Dans le cadre de la lutte contre la vie chère, le Gouvernement a organisé du 20 août au 30 septembre 2023, une foire sur le site du boulevard du 20 mai, dénommée « rentrée commerciale 2023 ». Ce marché périodique a permis aux clients de préparer la rentrée scolaire à des prix concurrentiels tant pour les produits alimentaires que pour les fournitures scolaires